

# la gauche

Belgie - Belgique  
P.B.  
1/9352  
Bureau de dépôt Bruxelles 7

PRIX: 1,50 EURO  
51<sup>E</sup> ANNEE • AVRIL-MAI 2007

#31

**Comprendre** le monde pour le **changer**



éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

**Sans papiers:  
La lutte doit continuer !  
Entretien avec France Arets**





**Selon le discours dominant, au Nord comme au Sud, les pays, pour se développer et bénéficier pleinement de la mondialisation, doivent ouvrir leurs marchés à la concurrence internationale. Mais à y regarder de plus près, on se rend vite compte que la libéralisation a souvent des effets contraires à ceux annoncés par la théorie et diffusés quotidiennement par les médias.**

PAR OLIVIER BONFOND

## Une dimension économique de l'Alternative

# Pour un nouveau protectionnisme (#4)

La libéralisation, c'est-à-dire l'ouverture des marchés à la concurrence, est sensée améliorer le bien-être général et profiter avant tout aux consommateurs. En effet, une concurrence accrue va obliger les producteurs, pour garder leurs clients, à produire mieux et moins chers. Avantage supplémentaire : les citoyens peuvent enfin choisir leurs fournisseurs. Avant cela, ils étaient comme prisonniers.

### Une toute autre réalité

La libéralisation, ça ne marche pas, ou du moins, ça dépend pour qui. Si on se place du point de vue des intérêts des populations, le bilan des libéralisations est tout simplement catastrophique. L'ouverture des marchés du Sud aux produits agricoles du Nord a détérioré fortement l'ensemble du tissu économique et social et a plongé la petite paysannerie dans la misère et la famine. Prenons un exemple, celui des poulets congelés. Depuis plusieurs années, les pays d'Afrique, en particulier d'Afrique de l'ouest, sont mis sous pression par les Institutions Internationales (FMI, BM, OMC) pour qu'ils ouvrent complètement leurs frontières (suppression des barrières douanières) aux poulets industriels du Nord. Les conséquences de cette "ouverture" ne se font pas attendre. Les africains, non pas pauvres mais bien appauvris, se tournent logiquement vers la consommation de ces poulets congelés, beaucoup moins chers au premier abord. La majorité des producteurs locaux tombent alors en faillite et n'ont souvent d'autre choix que d'aller agrandir les bidonvilles des capitales africaines. Faisons rapidement trois remarques en lien avec la théorie expliquée précédemment. Premièrement, pour les milliers de personnes qui ont perdu leur travail et donc leur moyen de subsistance, cette théorie n'a tout simplement aucune valeur. Deuxièmement, la diminution du prix n'est en général que provisoire. Une

fois la concurrence éliminée, les multinationales peuvent alors remonter le prix allègrement. Et elles le font ! Enfin, en ce qui concerne l'amélioration de la qualité, les résultats ne sont pas meilleurs. La rupture de la chaîne du froid est un problème systématique en Afrique et représente un véritable scandale sanitaire. Plus généralement, entre un poulet industriel du Nord, belge ou canadien, produit dans des conditions hallucinantes et dans des temps défiant les lois naturelles, et un poulet "bicyclette" local, le choix en terme de qualité n'est pas difficile à faire ...

Après plus de deux décennies de libéralisation, les exemples qui ont provoqué les mêmes effets destructeurs que ceux liés à la libéralisation du poulet sont plutôt la règle que l'exception. En résumé, que ce soit au Nord ou au Sud, le libre échange provoque la destruction de la production locale, un renforcement de la pauvreté et des inégalités, une augmentation des tarifs et une diminution de la qualité. Exactement l'inverse de la théorie...

Malgré ce fait historique, les puissants de ce monde restent totalement aveugles et comptent aller encore plus loin dans le processus de libéralisation de l'ensemble des économies. A titre d'exemple, l'UE est en train de mettre la pression maximale sur les pays ACP (Afrique- Caraïbes - Pacifique) pour qu'ils signent des APE (Accords de partenariats économiques). Ces APE, imposant aux pays l'ouverture totale de leurs marchés agricoles d'ici 2008, s'annoncent comme une catastrophe économique et sociale de grande ampleur. Les multinationales agro-industrielles verront quant à elles leur profit exploser.

Heureusement, des mouvements sociaux, au Nord et au Sud, s'organisent, tentent de résister et proposent d'autres

alternatives ...

### Pour un nouveau protectionnisme

Alors qu'on impose aux pays du Sud qu'ils ouvrent totalement leurs frontières, il faut rappeler que tous les pays industrialisés se sont fortement protégés à un moment donné de leur histoire, en particulier pour permettre le développement de leurs industries. Ce n'est qu'une fois celles-ci suffisamment compétitives, qu'ils ont prôné l'ouverture des marchés. Décidemment, la "mémoire libérale" est bien courte.

Les gouvernements du Sud pourraient et devraient prendre rapidement des mesures qui protègent leurs producteurs et permettent à différents secteurs, en priorité ceux visant à répondre à la demande intérieure, de se développer. De leur côté, les pays du Nord devraient également adopter des mesures de protection contre certaines marchandises produites dans des conditions sociales et écologiques inacceptables. Il est faux de croire que ce type de mesures irait à l'encontre des intérêts des citoyens, du Nord ou du Sud. C'est même plutôt le contraire. Le libre échange n'est rien d'autre qu'une stratégie politique qui vise à donner au capital financier international, lui-même actionnaire majoritaire des transnationales, la capacité d'exploiter au maximum les travailleurs du monde entier. Ce sont les transnationales et non les citoyens du Nord qui profitent de l'exploitation des travailleurs du Sud. Et, Augmentant leurs puissances économiques et politiques, ces transnationales peuvent alors augmenter la pression sur les travailleurs du Nord. A ce niveau, le "découpage" Nord-Sud n'a plus de sens. Il s'agit tout simplement de la lutte des classes. L'analyse du libre échange doit aussi se comprendre dans cette optique. ■ *To be continued ...*

En France, outre le constat inquiétant d'un Sarkozy à plus de 30%, "la gauche de la gauche" sort en mauvais état du premier tour des présidentielles. Malgré la victoire contre le TCE et le CPE, la crise des banlieues et les multiples conflits sociaux (Airbus), la pression du soi-disant vote utile a agit comme un véritable raz de marée sur l'électorat de la gauche radicale, balayant tout sur son passage. Tout ou presque puisqu'il faut souligner l'exception notable et remarquable de notre camarade Olivier Besancenot qui, avec 4,11% maintient grosso modo son score de 2002 et parvient même à augmenter son électorat de près de 300.000 suffrages. Une réelle performance qui témoigne de la capacité de résistance de la LCR face au cyclone "vote utile". Un score qui permet de "sauver les meubles" à gauche de la gauche.

Sans oublier qu'il s'inscrit également dans le contexte d'une floppée de candidatures aux programmes parfois proches, ce qui a d'autant plus renforcé le réflexe conditionné du utile. Mais ce dernier n'explique pas tout. Car mis à part Besancenot, aucune des 5 autres "petites" candidatures ne dépasse les 2%. Il est clair que, outre la personnalité, le charisme de Besancenot et la qualité du programme et de la campagne de la LCR, c'est leur position d'indépendance absolue envers le PS qui a été un élément déterminant. Ainsi, contrairement à Bové ou Buffet, Besancenot n'a pas, avant le 1er tour, appelé à voter

que le résultat aurait été plus favorable pour toute la gauche radicale. Mais la preuve est faite que la question de l'indépendance absolue vis-à-vis de la social-démocratie (tout en distinguant encore les nécessaires nuances entre le libéralisme populiste et autoritaire d'un Sarkozy et le social-libéralisme d'une Ségolène Royal) est une question clé. Espérons que la leçon sera entendue et favorisera une nouvelle dynamique de convergence dans laquelle, du fait de son score, la LCR aura une responsabilité importante, si pas décisive.

Et en Belgique ? Alors que s'approchent les élections législatives du 10 juin, le paysage offert par la gauche radicale est tout aussi désolant et c'est certainement sur un minuscule champ de ruines que se compteront ses scores. En Belgique francophone, le PC, le PTB et le MAS se présentent en ordre dispersé. Comme d'habitude, le PTB "new look" espère décrocher un élu, cette fois-ci en mettant énormément d'eau dans son vin programmatique. Le PC espère - vainement - une fois de plus qu'un score pas trop mauvais l'aidera à surmonter son interminable crise interne. Quant au MAS, il joue à la "grenouille qui se prend pour un bœuf" en se présentant frauduleusement sous le faux-nez de "Comité pour une Autre Politique". Frauduleusement car les composantes du CAP, en Flandre, n'ont jamais avalisé cette démarche!

## Belgique-France: kif-kif?

Royal pour le 2e tour.

S'il faut regretter les faibles scores des candidats "à gauche de la gauche" - leurs résultats devant aussi s'additionner afin d'évaluer la résistance globale au libéralisme -, il faut tout autant regretter le positionnement des uns et des autres. Ainsi le pari de José Bové n'a pas été tenu. Lancer une candidature si tardivement, sans l'aval des collectifs unitaires et sans "appareil" organisé relevait de la mission-suicide et apparaît après coup marquée par un brin d'irresponsabilité. Car le résultat est là, sans appel. Avec 1,34%, lui qui fut présenté par ses partisans comme le seul capable de provoquer un "séisme électoral", qui s'est posé en "candidat de l'unité" et à, de manière répétée, critiqué de manière peu affable les autres candidats anticapitalistes, n'a finalement fait qu'ajouter et renforcer la division et la dispersion. Quant au PCF, il recueille ce qu'il a semé: l'inoubliable et peu glorieux bilan de son passage au gouvernement de "gauche plurielle" sous Jospin et son ambiguïté maintenue vis-à-vis du PS. La survie de ses parlementaires et de ses nombreux élus locaux dépendant trop de ses alliances électorales avec ce dernier. Ainsi, malgré ses plus de 100.000 adhérents revendiqués et ses 14.000 élus, le score de 1,93% est pour le moins douloureux tant il est abyssal.

Certes, si une réelle candidature unitaire aurait pu émerger, nul doute

L'initiative "Une Autre Gauche" a estimé, avec raison, ne pas avoir réuni ni les forces, ni les moyens, ni la dynamique nécessaire que pour présenter une liste alternative ayant des chances réelles d'obtenir un score significatif. Dans un tel contexte, la LCR (ex-POS), qui s'est investie clairement et loyalement dans cette initiative, ne sera pas non plus présente en tant que telle à cette échéance-ci, ni sous son propre drapeau, ni par des candidats placés sur d'autres listes - malgré les demandes qui lui ont été adressées. Pour nous, les élections ont toujours été une question tactique. Nous estimons cette fois-ci que, vu nos forces actuelles, vu le positionnement d'UAG et vu la division et le sectarisme prédominants dans la gauche radicale, cela n'aurait que peu de sens d'ajouter à la dispersion en épuisant inutilement notre énergie pour des scores médiocres à côté d'autres scores médiocres. Mais nous insistons: pour cette fois-ci. Car, si nous sommes toujours partisans d'une recomposition à gauche, le renforcement de notre organisation est également une priorité à l'ordre du jour et nous ne saurions écarter toute échéance électorale à venir.

Pour le 10 juin, malgré le sectarisme aberrant dont fait preuve une fois de plus la gauche radicale en Belgique, la LCR appelle à voter indistinctement pour les listes à gauche de la social-démocratie et des Verts afin de sanctionner dans les urnes le social-libéralisme des uns et le libéralisme tout court d'un Verhofstadt. ■

la gauche

Journal de La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, ex-POS) - Quatrième Internationale - Mensuel édité par la Formation Léon Lesoil

ÉDITEUR

RESPONSABLE: David Dessers

SECRETARIAT DE RÉDACTION: Céline Caudron, David Dessers, Matthias Lievens, Ataulfo Riera

RÉDACTION ET ADMINISTRATION: 20 rue Plantin, 1070 Bruxelles Tél:02 523 40 23 // Email: lagauche@sap-pos.org //

Site Internet: www.sap-pos.org

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: France Arets, Olivier Bonfond, Sébastien Brulez, Daniel Bensaïd, Céline Caudron, Chris Den Hond, Daniel Tanuro, David Dessers, Thouraya B., Stéphane Culot, Denis Horman, Frédéric Lévêque, M. Lievens, Daniel Liebman, Saskia Mannessen, Mathieu Renda, Ataulfo Riera,

TARIFS ET ABONNEMENTS: Prix au numéro: 1,5 euro // Abonnement un an: 15 euros // Etranger: 25 euros // Abonnement de soutien: 30 euros

A verser sur le n° de compte "Avanti": 001-4012225-90, mention "La Gauche".



**Le tabac étant cause de cancer, que dirait-on d'un médecin qui, découvrant une tumeur au poumon chez un patient, lui prescrivait la cigarette ? On dirait que c'est un charlatan, ou un assassin. On ne soigne pas le mal par le mal, mais en s'attaquant au mal.** PAR DANIEL TANURO

# Energies fossiles, climat et anticapitalisme



La même logique s'applique à la lutte pour le climat. Le changement climatique "est un échec sans précédent du marché", selon le " rapport Stern " (1). Croire qu'un phénomène dû au marché pourrait être combattu par l'extension du marché est absurde. C'est pourtant ce que propose Stern. La Commission Européenne et tous les gouvernements lui emboîtent le pas: plus de marché, plus de croissance, plus de mondialisation,... Or, il faut aller dans le sens opposé : moins de marché, plus de public ; moins de concurrence, plus de collaboration ; moins de " liberté d'entreprendre ", plus de planification; moins de mondialisation économique, plus de localisation. Une politique pour les besoins n'a pas besoin de produire toujours plus.

## " L'échec le plus grand et le plus large du marché "

Pourquoi l'économie de marché est-elle responsable du réchauffement? Stern ne répond pas à cette question. Il en serait bien incapable, car la réponse réside dans les fondements même du capitalisme, et pas dans l'une ou l'autre imperfection mineure.

L'économie de marché est d'abord responsable du réchauffement parce qu'elle est basée sur la concurrence et l'accumulation. Les décisions de production ne sont pas prises en fonction de l'utilité et de l'écologie, mais en fonction des profits. Des choses inutiles ou nuisibles sont réalisées dans le seul but de satisfaire l'avidité des actionnaires. Des campagnes publicitaires coûteuses servent à écouler les marchandises. La concurrence aveugle pousse à la surproduction, une partie va au rebut. Des objets sont conçus pour s'user rapidement, ou consommer trop d'énergie. On fabrique

dans les pays pauvres, puis on transporte dans les pays "riches",... Bref: le gaspillage des ressources est inhérent à l'économie de marché. Il est ancré dans la force irrésistible qui pousse chaque propriétaire de capitaux à remplacer des travailleurs par des machines, afin de toucher une " rente technologique", et par la tendance du système à compenser la baisse tendancielle du taux de profit - qui résulte de la multiplication des machines - non seulement par une exploitation du travail, mais aussi par la (sur)production de masse, la conquête de nouveaux marchés, l'invention de nouveaux besoins.

Mais ce n'est pas tout. La cause la plus importante du réchauffement est la combustion des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz naturel). Or, l'usage de ces combustibles fossiles est lui-même le résultat de la logique du profit. On sait depuis 1839 que la lumière naturelle génère de l'électricité en rencontrant certains matériaux ("effet photovoltaïque"). Si la recherche scientifique avait été orientée prioritairement vers l'exploitation de l'énergie solaire, l'atmosphère aujourd'hui ne serait pas saturée en carbone. Or, pourquoi cette orientation n'a-t-elle pas été prise ? Parce que le système énergétique capitaliste était déjà en place, basé sur la propriété privée des ressources et sur la centralisation extrême de la production énergétique. Dans ce système, le photovoltaïque faisait tache. En effet, personne ne peut être propriétaire du rayonnement solaire, qui est un flux illimité et diffus, tandis qu'on peut être propriétaire des stocks limités de charbon, de pétrole, de gaz... et accumuler, en plus du profit, des rentes très importantes.

La rente au cœur du système énergétique

capitaliste

Le pétrole, le charbon, le gaz et le bois ont en commun d'être pour ainsi dire de l'énergie solaire accumulée, stockable et transportable. Dès le XIVe siècle en Europe, la bourgeoisie naissante et les nobles se sont appropriés les forêts, qui étaient auparavant des biens communs. Dès lors, le bois est devenu une marchandise et le contrôle des ressources énergétiques est devenu un enjeu décisif de la domination de classe. Si on considère la chose à la fois d'un point de vue énergétique et d'un point de vue social, on peut dire que le monopole de la propriété du sol a permis à la classe des propriétaires fonciers de vendre sous forme de bois de l'énergie solaire - gratuite - en touchant non seulement le profit moyen, mais aussi une rente foncière (surprofit).

Cette tendance n'a fait que se renforcer avec l'apparition de la bourgeoisie industrielle, qui a remplacé "l'énergie solaire bois" par " l'énergie solaire fossile" (charbon d'abord, pétrole et gaz ensuite). Un bref regard en arrière sur l'histoire des technologies énergétiques suffit en effet pour constater que la centralisation du capital, le monopole des ressources et la centralisation du pouvoir ont accompagné le passage du bois au charbon, puis du charbon aux centrales électriques thermiques, puis des centrales thermiques aux centrales nucléaires. Avec à la clé, chaque fois, le maintien de la précieuse rente énergétique.

Prenons le cas du pétrole. La vente des produits pétroliers raffinés rapporte environ 2000 milliards d'Euros par an. Les coûts représentent à peine 500 milliards. Le profit et la rente pétrolière - 1500 milliards/an à l'échelle mondiale! -

sont empochés par quelques multinationales et (sauf au Venezuela) par les super-privilegiés au pouvoir dans les pays producteurs (2). Le pétrole, c'est leur poule aux œufs d'or. Ils veulent qu'elle ponde le plus longtemps possible. Cette volonté est partagée par les secteurs annexes : automobile, fabrication navale, aéronautique, pétrochimie... Inutile de préciser que ces milieux ont une puissance et une influence politique formidables. Voilà pourquoi on n'a pas écouté les scientifiques qui mettent en garde depuis plus de trente ans contre le danger du réchauffement. Voilà pourquoi la part des renouvelables dans les budgets de recherche & développement énergétique des pays membres de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) a diminué depuis le premier choc pétrolier (7,7% de 1986 à 2002, contre 8,4% de 1974 à 1986 !). Voilà pourquoi la fission nucléaire - et pas les renouvelables - s'est taillée la part du lion de ces budgets (47,3%), suivie par les technologies de conversion des énergies fossiles (3). Pourquoi ? Pour sauver les profits, la rente, le pouvoir politique et le contrôle social découlant de la centralisation énergétique. Chercher la réponse ailleurs, c'est vraiment chercher midi à quatorze heures.

Non seulement le marché est responsable du gâchis climatique, mais en plus il fait tout pour retarder les mesures à prendre. Quand elles sont prises, il tente de les atténuer. Ou de les déformer à tel point qu'elles méritent à peine d'être qualifiées de " premier pas dans la bonne direction". Voyez le Protocole de Kyoto : il est tellement truffé de " mécanismes flexibles " qu'il réduira au mieux les émissions globales des pays industrialisés de 1,7% en 2012 (4). Or, elles doivent diminuer de 70% environ d'ici 2050... à l'échelle mondiale !

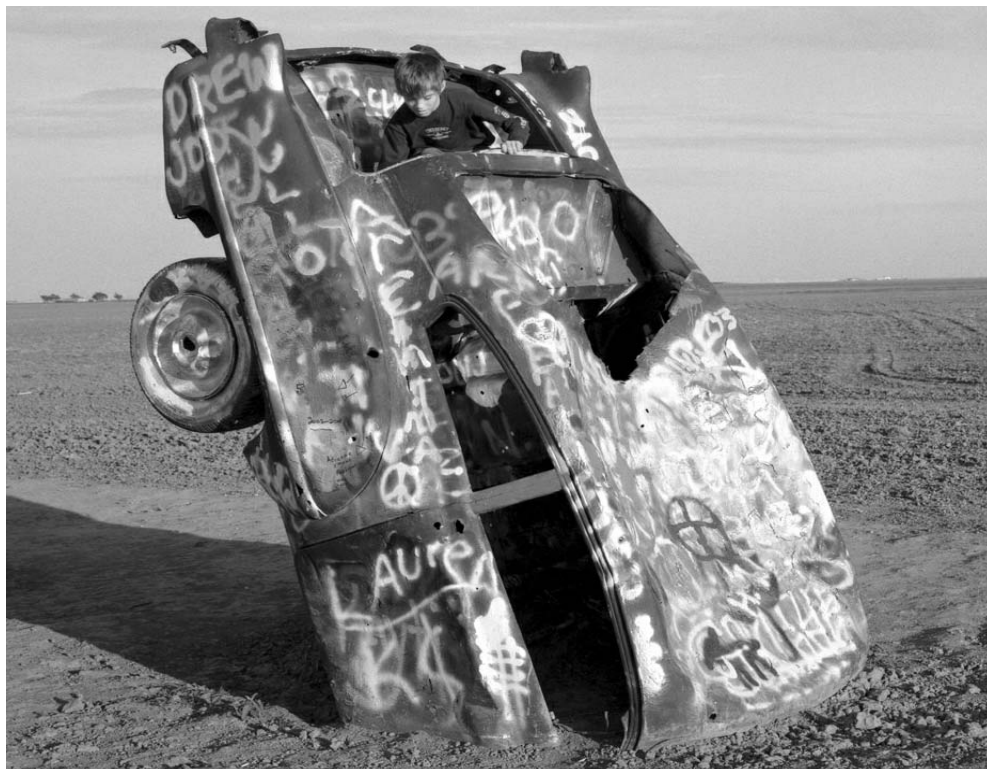
### **L'alternative est anticapitaliste et solaire**

Réduire les émissions de 70% d'ici 2050 à l'échelle mondiale ! Est-ce possible dans des délais aussi brefs? Oui ! C'est difficile, mais le climat peut encore être sauvé pour l'essentiel. Le rayonnement reçu du Soleil représente 8000 fois la consommation mondiale d'énergie. Les technologies actuelles permettraient d'en utiliser un millième : huit fois les

besoins actuels de l'Humanité. La recherche scientifique augmentera ce potentiel dans les années qui viennent (si on lui donne les moyens). Il faut certes faire des économies, supprimer les gaspillages - cela concerne aussi chacun de nous, nos habitudes, etc. Mais nous ne sommes pas condamnés à choisir entre le climat et le bien-être, ou entre le climat et le développement des pays du Sud, ou entre le climat et des masses de déchets radioactifs qui resteront dangereux pendant des dizaines de milliers d'années! Un plan mondial démocratiquement élaboré en fonction des besoins nous permettrait de faire face au

propres (et du nucléaire) soit bien juteux (tant pis pour celles et ceux qui subissent déjà le changement climatique mais ne représentent pas un marché solvable.) Puis, quand le sauvetage de ce qui restera de notre climat deviendra rentable pour les actionnaires, il nous le fera payer par la fiscalité et le démantèlement de la protection sociale (tant pis pour celles et ceux qui n'ont pas les moyens.)

Le rapport Stern est très clair à cet égard. Sauver le climat au maximum du possible signifie tout faire pour que la hausse de température reste au-dessous de 2 °C



danger. Il y a une alternative, anticapitaliste et... solaire.

En fin de compte, le capitalisme devra bien faire quelque chose pour stabiliser la situation, sorti de la logique des "petits pas" de Kyoto. Certes, et le moment de cette décision approche à grands pas, d'où le battage médiatique actuel. Mais le marché " sauvera " le climat à sa façon, comme il l'a détraqué : sur le dos des travailleurs et des peuples dominés. En fonction du profit, pas en fonction des besoins. Cela se fera en deux temps. D'abord, le système attendra le plus longtemps possible, afin que le " sauvetage " du climat devienne une activité rentable, que le marché des technologies

par rapport à 1780. Concrètement, cela implique que les émissions passent par un pic dans les dix ans puis diminuent de 5% par an. Stern estime le coût de ce scénario à 1200 milliards de dollars par an... et trouve que c'est trop cher. Il plaide donc pour une autre solution : pic d'émission dans les 20 ans, puis diminution de 1 à 3% par an. Cela donne plus de 50% de chance de dépasser 2 °C de hausse de la température... mais coûtera trois fois moins cher. Ceci résume bien la politique capitaliste de "sauvetage" du climat. D'ici 2080, 200 millions de gens devraient fuir la montée des océans et le réchauffement ajouterait trois milliards d'hommes, de femmes et d'enfants à la liste de ceux qui souffrent déjà de

pénurie d'eau. Il suffirait de 1200 milliards par an pour éviter ces catastrophes... mais le capitalisme trouve que c'est trop cher ! Pour rappel: outre la rente pétrolière chiffrée plus haut, les budgets militaires engloutissent annuellement 1037 milliards de dollars (5). Au fil de sa course aux profits et aux surprofits, le capitalisme a développé un système énergétique basé sur les énergies fossiles et sur l'exploitation du travail

humain. Par sa faute, nous sommes aujourd'hui dans un véritable cul-de-sac énergétique et environnemental, au niveau planétaire. Pour en sortir sans bain de sang social ni désastre écologique, il n'y a qu'un moyen : rompre avec la logique du marché, (re)faire de l'énergie un bien commun, tourner le dos aux technologies d'apprenti-sorcier qui, à l'instar de l'atome, répondent aux besoins de l'accumulation capitaliste,

pas aux besoins des habitants de cette planète. C'est dans ce sens que la gauche doit participer aux mobilisations unitaires pour le climat. ■

(1) Rapport rédigé à la demande du gouvernement britannique, octobre 2006. / (2) J-M Chevalier, " Les grandes batailles de l'énergie ", Gallimard 2004 / (3) AIE 2004 / (4) Agence Européenne de l'Environnement, rapport N° 8/2005, p.9 / (5) Chiffre 2004 du SIPRI

# Appel: Climat et Justice Sociale

**A l'initiative d'une série de militant/es progressistes, un appel a été lancé afin de constituer un mouvement social actif la problématique du changement climatique, notamment en perspective d'une manifestation nationale pour le 8 décembre 2007 dans le cadre de la mobilisation internationale "Climate Change Campaign". Cet appel nous semble extrêmement important car il articule correctement la question écologique et sociale et s'inscrit dans une perspective d'auto-organisation démocratique et de mobilisation de masse pour les travailleurs, les jeunes, les femmes, etc. Un appel que nous vous invitons à signer et à relayer amplement!**



Nous ne pouvons pas rester les bras ballants alors que la manière de produire et de consommer des pays riches engage notre planète sur la voie d'une catastrophe climatique qui frappera des millions de gens (surtout les plus pauvres), augmentera encore les risques de guerre et détruira définitivement d'innombrables richesses naturelles.

Depuis plus de trente ans, les scientifiques mettent en garde contre le réchauffement mais presque rien n'est fait, on continue à foncer dans le mur parce que l'ignorance, l'égoïsme et la soif de profit à court terme s'opposent à l'action collective urgente et nécessaire. Les efforts individuels témoignent d'un réel engagement et d'une prise de conscience de la gravité de la situation, mais ils ne suffisent pas. Nous décidons de nous mobiliser pour que les gouvernements prennent enfin les mesures structurelles radicales qui s'imposent, et pour que ces mesures respectent les principes de justice, d'égalité sociale, de démocratie et de solidarité. Le lancement de cet appel est une première étape.

« Climat et justice sociale ! » s'inscrit dans la mobilisation mondiale des mouvements sociaux en faveur d'un traité climatique international respectueux de l'environnement, efficace et équitable. Un traité respectueux de l'environnement doit respecter les limites de la biosphère et proscrire les technologies dangereuses, telles que l'énergie nucléaire. Un traité efficace doit garantir la réduction globale rapide des émissions de gaz à effet de serre jusqu'au niveau nécessaire pour que la hausse de température reste inférieure à 2°C par rapport à la

période préindustrielle. Un traité équitable doit faire payer la facture aux responsables du gâchis climatique, redistribuer la richesse, tant entre Nord et Sud qu'au sein des sociétés du Nord et du Sud, pour ouvrir la voie à un partage responsable des ressources.

Tout en collaborant avec les autres forces qui mobilisent les citoyens pour la défense du climat, « Climat et justice sociale ! » s'adresse plus particulièrement à la jeunesse, aux femmes, au monde du travail, aux personnes d'origine immigrée, aux réfugiés et aux exclus : leur participation est la meilleure garantie pour que les préoccupations de justice sociale et d'égalité soient au coeur de la défense du climat.

« Climat et justice sociale ! » vise à rassembler dans la diversité le plus grand nombre possible de citoyens décidés à agir pour sauver le climat selon les principes énoncés dans cet appel. Nous sommes conscients du fait que ceux-ci peuvent se concrétiser à travers un large éventail de mesures. Nous revendiquons cette diversité comme une force, et prendrons des initiatives pour que toutes les propositions se réclamant de nos principes fassent l'objet de débats ouverts, stimulants et inventifs.

Dès maintenant, nous appelons chacune et chacun à s'organiser démocratiquement pour préparer les manifestations qui seront organisées le 8 décembre 2007, en Belgique et dans le monde entier, dans le cadre de la « Global Climate Campaign ». ■

**Pour signer: <http://petitions.agora.eu.org/climatetjusticesociale/index.html>**

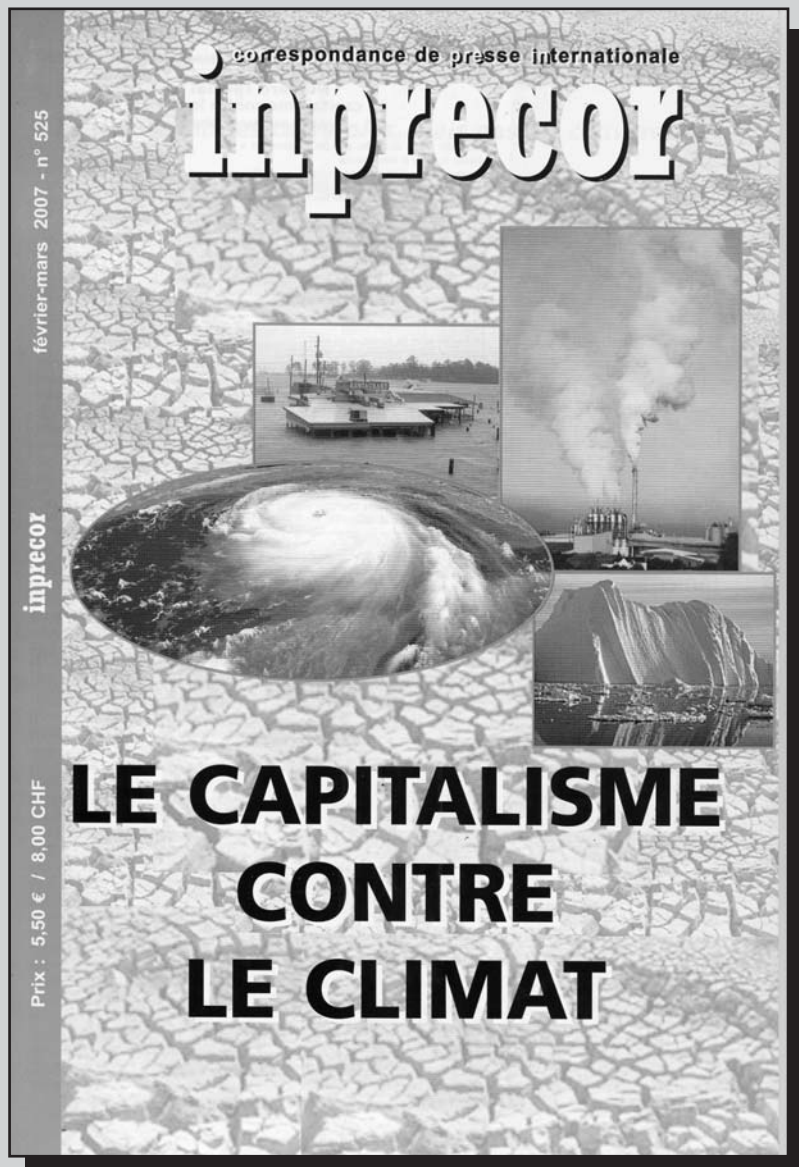
# “Le capitalisme contre le climat”

## Un numéro spécial d’Inprecor

La LCR (ex-POS) prépare une campagne de longue haleine sur la thématique du changement climatique. A côté d’un journal de campagne de 6 pages, d’affiches, d’autocollants et d’activités publiques de formation et de débats, nous diffusons également un instrument indispensable afin de saisir toutes les données et enjeux de la question et ce dans une perspective, anticapitaliste, de transformation radicale d’un système dominant qui nous mène droit au mur. Cet instrument est un dossier spécial de la revue Inprecor éditée sous la responsabilité de la IVE Internationale. Coordonné et rédigé en majeure partie par notre camarade Daniel Tanuro, responsable de la rubrique Eco-logique dans La Gauche et l’un des animateurs de la commission écologie de la LCR, ce numéro spécial d’Inprecor est spécialement vendu en Belgique dans le cadre de notre campagne au prix exceptionnel de 3 euros.

**Vous pouvez également le commander en adressant un courrier à la LCR;  
20 rue Plantin 1070 Bruxelles, info@sap-pos.org et en versant la somme de 3 euros  
(+0,50 euros de frais d’envoi) sur le compte de la Formation Léon Lesoil asbl: 001-072845157**

### Inprecor n° 525 Numéro spécial préparé par Daniel Tanuro



#### Sommaire

- > "Le diable fait les casseroles, mais pas les couvercles"
- > Défense du climat et anticapitalisme
- > Décarbonisation et décroissance énergétique
- > La science, la technologie, Dieu et les relations sociales
- > Logement et climat
- > Cinéma - " Une vérité qui dérange "... le capitalisme
- > Schwarzenegger prépare l'après-Kyoto
- > La loi de la valeur en panne
- > Pour une anthologie de la stupidité capitaliste
- > Un défi social et politique MAJEUR
- > Un gouffre entre les paroles et les actes
- > Mythes et réalités technologiques, défis sociaux
- > Efficience énergétique et renouvelable : faits et chiffres
- > 4ème rapport du GIEC : Négociations sur le climat - l'après-Bush a commencé
- > GRANDE-BRETAGNE : " Campaign against Climate Change "
- > QUÉBEC : Les syndicats pour la nationalisation de l'éolien
- > L'hydrogène n'est pas une panacée
- > Pourquoi il faut cesser d'émettre du carbone fossile
- > L'après-Kyoto risque d'être très libéral...
- > " La situation est grave et requiert une action beaucoup plus résolue que ce qui a été mis en place ou est envisagé par la communauté internationale"
- > Entretien avec le climatologue Jean-Pascal van Ypersele
- > Science du climat et société
- > Quelles revendications d'urgence ? par Vincent Gay
- > Maintenant la justice climatique, Déclaration de Durban (document)
- > La planète avant les profits, c'est pour quand ? par Olivier Besancenot

Après d'intenses mobilisations tout au long de l'année 2006, aucun des partis traditionnels n'a osé la rupture ou la crise afin d'imposer les justes demandes des sans papiers: un loi qui octroie des critères clairs afin de mener une opération de régularisation massive et permanente, l'arrêt des expulsions, la suppression des centres fermés. France Arets, porte-parole du CRACPE (Collectif de Résistance Aux Centres pour Etrangers) revient pour La Gauche sur ce combat important, à la veille des élections législatives. PROPOS RECUEILLIS PAR DENIS HORMAN

# SANS-PAPIERS La lutte doit continuer !

**Peux-tu d'abord rappeler les revendications essentielles de l'UDEP (l'Union pour la défense des sans papiers) et des comités de soutien ?**

**France Arets:** il y a une revendication essentielle de l'UDEP, soutenue par les comités de soutien, c'est la revendication d'une commission permanente de régularisation sur base de critères clairement

économique, parce qu'ils vivent ici depuis longtemps !

Mais il y a, aussi bien dans l'UDEP que dans les comités de soutien, une tendance qui demande la régularisation de tous les sans papiers, en s'appuyant sur le droit de circulation et d'établissement, et en mettant en avant la responsabilité des

mission. Au printemps 2006, différentes propositions de loi (Ecolo, PS et CDH) ont repris, dans les grandes lignes, la proposition de l'UDEP, Ecolo la reprenant intégralement. Sous la pression du ministre Patrick Dewael, la Commission de l'Intérieur du Parlement, au moment de la discussion sur la réforme de la procédure d'asile en juillet 2006, a accepté que la discussion sur la régularisation ne soit pas à l'agenda sous cette législature. N'étant pas soutenu par le SPA, le PS n'a pas mené bataille, comme on l'aurait souhaité.

Les trois partis, Ecolo, CDH et PS, qui ont déposé ces propositions de loi, se sont toutefois engagés à en faire un des points de la négociation gouvernementale, s'ils y participent.

Pour nous, il s'agira de maintenir la pression pour que la revendication de cette commission de régularisation soit débattue et adoptée telle qu'elle.

Les trois partis se sont engagés à intégrer cette revendication dans leur programme électoral. Mais, encore une fois, ce sera lors de la négociation pour le prochain gouvernement que se présentera le moment "vérité".

**Comment caractérises-tu la politique menée par la Belgique sur la question des sans papiers ? Plus ou moins restrictive que dans d'autres pays de l'Union européenne ?**

**F.A:** Pour moi, la politique menée par le gouvernement actuel est plutôt sur la ligne Blair-Sarkozy, une politique dure de l'Europe- forteresse. On sait qu'il y a une politique européenne de contrôle aux frontières, concertée entre tous les pays de l'UE. Mais on sait aussi qu'il y a des pays qui procèdent régulièrement à des régularisations, l'Espagne, l'Italie, ou



France Arets prend la parole lors d'une manifestation de sans-papiers

définis et permanents, tels que une longue procédure d'asile sans réponse, y compris le recours au Conseil d'Etat, des attaches sociales durables en Belgique, un projet de contribution socio-économique, l'impossibilité de retour au pays pour des raisons indépendantes de la volonté personnelle, des circonstances humanitaires, une maladie grave, etc. Il s'agit d'une commission complètement indépendante du ministère de l'Intérieur et constituée par des magistrats, des ONG... Beaucoup de sans papiers rentrent dans ces critères, notamment ceux d'attaches durables et de projet de contribution socio-

pays du Nord dans l'exploitation des pays du Sud, les dictatures présentes dans une partie de ces pays, et les guerres qui s'y déroulent. Personnellement, avec la LCR (ex-POS), l'organisation politique dans laquelle je milite-, je suis pour la régularisation de tous les sans papiers.

**Quelle est jusqu'à présent la réponse politique du Parlement et du gouvernement à cette revendication d'une commission permanente pour la régularisation des sans papiers ?**

**F.A:** Ce sont les occupants de l'église St Boniface à Bruxelles, en novembre 2005, qui, les premiers, ont demandé cette com-



encore à des régularisations plus partielles, comme en Allemagne, aux Pays-Bas. La Belgique, par contre, reste sur une politique très restrictive. Entre 85% et 90% des demandes d'asile sont refusées ; une demande de régularisation sur cinq aboutit ; les expulsions sont en augmentation ; le nombre de personnes, de familles et d'enfants dans les centres fermés augmente également.

Il faut toutefois préciser une chose : si l'Espagne et l'Italie ont régularisé, c'est aussi avec des objectifs économiques précis. Et même Blair et Sarkozy parlent d'immigration choisie, qui consiste à ouvrir les portes de l'immigration à des personnes répondant à certaines qualifications utiles pour l'économie. Si on envisage l'immigration uniquement sous cet angle-là, alors on peut faire une croix sur le droit d'asile.

### **Pourquoi les dernières mobilisations mettent-elles surtout l'accent sur les centres fermés ?**

**F.A:** On discute de régularisation, mais les choses sont encore beaucoup moins claires quand on parle des centres fermés. Par exemple, dans les programmes électoraux, à l'exception de celui d'Ecolo, on ne trouvera pas la revendication de suppression des centres fermés.

Or les centres fermés sont là pour expulser et donc dissuader les candidats à l'immigration ou à l'asile. C'est du moins la version officielle. De fait, ces centres effraient les personnes qui arrivent. Bon nombre d'entre elles n'osent plus demander l'asile ; elles restent donc dans la clandestinité, et y rejoignent tous ceux qui ont reçu des réponses négatives, du fait de la politique restrictive en matière d'asile et d'immigration. Beaucoup deviennent une main d'œuvre surexploitée dans toute une série de secteurs de l'économie, ce qui est l'objectif caché de cette politique.

Ces derniers mois, on a connu énormément des témoignages de maltraitements de toutes sortes dans les centres fermés : maltraitements vis-à-vis de personnes atteintes de troubles psychologiques, services médicaux qui administrent des tranquillisants et neuroleptiques ; mises au cachot pour briser les résistances,



extrême violence toujours lors des tentatives d'expulsions - de nombreuses plaintes en justice sont pendantes...

Les centres fermés sont des lieux de non droit, les personnes qui s'y trouvent sont criminalisées parce qu'elles sont sans papiers ; et aujourd'hui, les pratiques de maltraitance qui s'y multiplient doivent être dénoncées. Les familles, les enfants restent enfermés, au mépris de la Convention Européenne des Droits de l'Homme ! Ces centres doivent être supprimés !

### **Où en sont aujourd'hui le mouvement UDEP et la mobilisation pour la régularisation des sans papiers ?**

**F.A:** Il existe des UDEP dans les grandes villes du pays, également des comités de soutien. Il y a toujours une dizaine d'églises occupées. La mobilisation est toujours bien présente, mais elle en a pris un coup, en juillet 2006, quand, à l'issue de la discussion en Commission de l'Intérieur du Parlement, aucun engagement n'a été pris en matière de régularisation.

L'espoir renaît en perspective de la négociation gouvernementale, après les élections législatives du 10 juin. Les mobilisations se reconstruisent. Il y aura deux manifestations nationales : l'une avant les élections du 10 juin, organisée par l'UDEP et les comités de soutien, le 19 mai et l'autre, le 17 juin, organisée par le Forum Asile et Migrations, pour faire pression sur les négociations gouvernementales.

Les comités de soutien continuent à bien

fonctionner, comme le comité de soutien aux sans papiers et aux occupants des églises à Liège, qui regroupe un large front d'organisations et d'associations : le CRACPE, des associations d'aide aux réfugiés et immigrants comme Point d'Appui, les organisations syndicales FGTB et CSC, les FPS, Vie Féminine, des associations culturelles, le PAC, le MOC, le Centre d'Action Laïque, des ONG, le CADTM, des organisations politiques, comme Ecolo, la LCR, le PTB, des membres du CDH... et surtout aussi des individus, des militants, la société civile, des soutiens des paroisses autour des églises occupées, des habitants du quartier...

A Bruxelles, comme en Flandre, les UDEP sont là avec leurs comités de soutien aussi... A l'initiative de l' "Assemblée des Voisins " de Bruxelles, une coordination nationale s'est mise en place et organise le " printemps des sans papiers ", avec comme objectif d'impulser un maximum d'activités culturelles, politiques, autres... avant la tenue des prochaines élections législatives.

**Depuis des années, tu t'es investie à fond dans le mouvement de soutien aux sans papiers. Tu es également une militante de la Ligue Communiste révolutionnaire (ex-POS). Quel sens donnes-tu à ton engagement?**

**F.A:** Je vois d'emblée trois dimensions à mon engagement. D'abord, la LCR porte une attention particulière à la défense des SANS, sans papiers, sans logement, sans travail, etc., bref, les personnes les plus touchées par l'exclusion sociale. Je n'oublie pas non plus les femmes, tou-

jours victimes, aujourd'hui comme hier, de discriminations multiples.

Ensuite, mon organisation politique, la LCR, fait partie d'une Internationale, la IVème Internationale, avec des sections sœurs, comme la LCR en France. Des sections qui ont des liens entre elles et qui mènent le même combat dans leurs pays respectifs. S'il y a bien un combat qui a d'emblée une dimension internationale, c'est celui des migrants. C'est donc utile de faire partie d'une organisation internationale qui s'investit, en même temps dans plusieurs pays, dans des collectifs de lutte, pour la liberté de circulation et d'établissement, pour la régularisation des sans papiers. Nos organisations militent également contre toutes les formes d'exploitation, d'injustices, liées à la mondialisation néolibérale, au Nord comme au Sud de la planète, et dénoncent aussi la dette du tiers monde. La mondialisation et la dette sont des facteurs déterminants

parmi ceux qui poussent des personnes à quitter, à contrecœur, leur pays d'origine !

Enfin, dans différents pays, nos organisations se sont systématiquement investies dans la construction de mouvements sociaux, de collectifs de lutte, en défendant scrupuleusement l'auto-organisation de ces mouvements. C'est en quelque sorte une préfiguration du socialisme démocratique et autogestionnaire, tel que nous l'envisageons.

A ce propos, je tiens tout particulièrement à souligner notre appui à l'UDEP (l'Union pour la défense des sans papiers), qui est organisée et dirigée par ou pour les sans papiers eux-mêmes et entourée dans différentes villes par des comités de soutien très larges.

Il faut également ajouter un autre élément. La LCR, comme d'autres mouve-

ments politiques avec lesquels nous travaillons, dénonce l'exploitation par le système capitaliste des travailleurs clandestins, surexploités. Se battre pour la régularisation, c'est se battre pour donner plus de droits à l'ensemble des travailleurs et améliorer le statut de chacun, parce qu'on ne pourra plus trouver de travailleurs taillables et corvéables à merci ... Cette clandestinité forcée est le résultat d'une politique restrictive en matière de droit à l'asile, à l'immigration, au séjour et à l'établissement sur le territoire.

Nous refusons cette logique internationale du profit qui, d'un côté, délocalise dans le " Tiers Monde " des pans de notre économie et exploite là-bas, et qui, d'un autre côté, importe " un Tiers monde à domicile " pour ce qui n'est pas délocalisable : la construction, l'agriculture, les services domestiques, l'Horeca... ■

## NO Comment:

# L'Union européenne renforce la surveillance de ses frontières

L'Union européenne renforce la surveillance de ses frontières extérieures. Les ministres de l'Intérieur des 27 réunis au Luxembourg ont décidé d'augmenter les moyens de Frontex, l'agence européenne des frontières, pour mieux gérer l'afflux de clandestins.

Des patrouilles permanentes sur la Méditerranée, une réserve de 450 policiers européens prêts à intervenir en cas d'urgence... d'ici la fin de l'année, les frontières maritimes de l'Europe seront encore mieux gardées. A l'issue de la rencontre avec ses homologues européens, le ministre allemand de l'Intérieur, Wolfgang Schäuble, n'a pas caché sa satisfaction. Selon lui, « les citoyens attendent de l'Union européenne qu'elle assure une protection efficace de ses frontières extérieures ».

Concrètement, les gardes-frontières, dotés de brassards aux couleurs de l'Union européenne, pourront être déployés dans un délai de 10 jours, à la demande d'un Etat membre. Par ailleurs, les ministres ont accordé à l'agence européenne des frontières, Frontex, les moyens qu'elle réclamait : 116 bateaux de patrouille, 27 hélicoptères et 21 avions. L'agence compte également renforcer sa collaboration avec les autorités nationales, afin d'assurer un contrôle régulier des zones les plus fréquentées.

Depuis l'an dernier, déjà, des mécanismes semblables ont été mis en place en Espagne, en Italie et à Malte, trois pays qui voient régulièrement s'échouer des embarcations de fortune

bondées sur leurs plages. Selon l'agence Frontex, les patrouilles des gardes-frontières ont déjà permis de réduire l'afflux d'immigrés clandestins vers ces destinations. Néanmoins, plus de 31.000 immigrés clandestins ont atteint l'archipel espagnol des Canaries en 2006, soit six fois plus qu'en 2005. L'Italie et Malte ont été confrontées à une hausse similaire.

La nouveauté, c'est que les agents qui interviendront dans un Etat membre autre que le leur auront des compétences élargies, concernant les contrôles d'identité ou le recours à la force. Jusqu'ici, seule l'Allemagne disposait de réglementations allant dans ce sens, et ce, depuis la Coupe du monde de football de 2006.

Les Verts européens ont critiqué les mesures prises par les ministres de l'Intérieur. Ils estiment que l'Europe doit se doter d'une politique globale pour régler le problème des réfugiés. Mais le Parlement européen devrait donner son feu vert au projet d'ici la fin du mois. ■  
22 avril 2007



Anne Le Touzé

<http://www2.dw-world.de/french/thema/1.220782.1.html>

**26 milliards de dollars de bénéfices en 2006 pour General Motors... Mais 1400 travailleurs restent sur le carreau chez Opel-Anvers.** PAR DAVID DESSERS

# Après VW-Forest, Opel-Anvers!

La direction de la multinationale General Motors veut supprimer 1400 postes de travail sur un total de 4500 travailleurs chez Opel Anvers. Après l'hécatombe d'emplois à Volkswagen, c'est un nouveau coup dur pour les travailleurs de l'industrie automobile en Belgique. Et il est à nouveau frappant de constater que ce sont toujours les travailleurs qui doivent payer les erreurs de calcul et la mauvaise gestion de la direction, tandis que les bénéfices sont largement suffisants pour financer la restructuration, sans toucher à un seul emploi. Les travailleurs sont dans l'incertitude sur le futur de leur entreprise, mais ils savent d'ores et déjà que la nouvelle Opel Astra sera produit ailleurs.

Opel Anvers fait partie de l'entreprise General Motors Europe, qui fait à son tour partie de la multinationale nord-américaine General Motors, le plus grand producteur de voitures dans le monde. En Europe, l'entreprise emploie 60.000 personnes et vend 2 millions de voitures par an. Le groupe est connu pour la marque Opel, mais produit aussi Chevrolet, Cadillac et Saab. Opel-Vauxhall était selon General Motors pendant les six dernières années la marque en Europe qui se vendait le mieux. Le groupe General Motors occupe 9% du marché européen.

## Enormes bénéfices

L'année dernière, le groupe General Motors a de nouveau engrangé d'énormes bénéfices. Le patron Rick Wagoner déclarait: "2006 devait devenir pour General Motors "a big year" et c'est devenu une réalité avec un chiffre d'affaires de 207 milliards de dollars et une bénéfice net de 26 milliards de dollars." Et l'entreprise d'Opel à Anvers a contribué à ce résultat et on voit aujourd'hui comment en sont remerciés les travailleurs. Mais le problème fondamental dans l'industrie automobile est celui de la surproduction périodique, un exemple typique de l'irrationalité capitaliste. D'un côté, la concurrence sur le marché mondial se durcit, de l'autre côté le lancement de chaque modèle finit par une surproduction structurelle. Ajoutez à cela la pression permanente des action-

naires qui exigent un "return on investment" (un retour sur leurs investissements) de plus en plus élevé et rapide et vous avez l'explication des restructurations et des licenciements à répétition dans l'industrie automobile mondiale.

## Pas de travailleurs jetables comme des Kleenex

Les syndicats ne doivent se plier à la tendance de plus en plus forte dans le capitalisme actuel vers le "travail kleenex": si le marché ne fonctionne pas bien, si la vente stagne ou si les pronostics des directions d'entreprises sont trop optimistes, n'est absolument pas aux travailleurs de payer la facture. Ils n'ont pas à payer les pots casser d'un système économique capitaliste dans lequel ils n'ont aucun pouvoir décisions ou de contrôle, aucune responsabilité.

Malgré tout, on constate que certains dirigeants syndicaux semblent se résigner et se plient à la logique patronale. Herwig Jorissen, big boss de la FGTB-métal flamande a ainsi déclaré dans le journal De Morgen "être content" que l'usine ne ferme pas entièrement ses portes! "Pour le reste, on ne peut pas reprocher grand-chose à la direction syndicale," dit-il. "Verhofstadt a fait des efforts pour l'industrie automobile et nous ne pouvons pas lui reprocher grand-chose, entre autre grâce à une diminution des charges patronales sur le travail en équipes. Les syndicats ont conclu un accord en acceptant le travail flexible, mais ces efforts n'ont pas été rémunérés." Autrement dit, Jorissen démontre lui-même que sa stratégie d'acceptation des diktats patronaux en faveur de plus de flexibilité ne garantit rien du tout. Et qu'on n'y peut rien, ni sur le terrain de l'interpellation des responsabilités politiques. Bref, le fatalisme à l'état pur!

## Contre-pouvoir

De telles déclarations ne peuvent que démobiliser alors que l'heure est à la

lutte la plus large, unitaire et déterminée possible afin de maintenir tous les emplois et d'exiger le remboursement des aides publiques accordées à Opel. La construction d'un contre-pouvoir syndical dans les grandes entreprises multinationales ne viendra pas en faisant des concessions avec le gouvernement et au patronat.

Nous optons pour l'orientation inverse: plus d'action syndicale directe, internationaliste et unifiée autour de revendications qui vont vers une harmonisation des droits sociaux vers le haut et pas



vers le bas. Ainsi qu'une loi interdisant tout licenciement dans les entreprises faisant des bénéfices et tout licenciements collectifs partout ailleurs. Sans oublier l'exigence du remboursement des aides publiques au patronat. De telles revendications peuvent unifier et déclencher une dynamique de lutte offensive. Et il peut être possible de gagner sur le refus de tout licenciement si les travailleurs d'Opel Anvers obtiennent une solidarité réelle des autres filiales de l'entreprise et des autres secteurs en Belgique, dans le cadre d'actions syndicales interprofessionnelles et européennes. Ce n'est en tous les cas pas cirant les bottes du patronat qu'on lui fera entendre raison. C'est par la lutte qu'un autre rapport de force favorable aux salariés, pourra s'imposer. ■

**En avri dernierl, des centaines de militants du SETCA à Courtrai ont manifesté contre la régionalisation de la sécurité sociale : " Pour le maintien de la solidarité fédéral sociale ". C'est ce qu'on pouvait lire sur une grande banderole. C'est un signal important contre les plans de quelques ministres sociaux-démocrates qui veulent transférer des parties de la sécurité sociale au niveau flamand.** PAR M. LIEVENS

# Vers une régionalisation de la sécu?

Une sécurité sociale flamande ou fédérale? C'est dans ce sens que la discussion semble être menée. Des sociaux-démocrates comme Frank Vandembroucke argumentent que le marché du travail dans le Nord du pays n'est pas le même que celui dans le Sud, et qu'il faut donc mettre d'autres accents sur la sécurité sociale. Les adversaires de cette approche plaident pour une solidarité avec les travailleurs au-delà de la frontière linguistique. Ils avouent qu'il y a effectivement des différences entre la Flandre et la Wallonie, mais ces différences existent également entre l'Anvers et la Flandre occidentale.

Il est étrange que la discussion soit menée dans ces termes. Quelle est la conception sur la sécurité sociale derrière ces différentes propositions pour une régionalisation de la Sécu ?

Il paraît que les appareils syndicaux ont repris une partie des catégories du patronat. Pour les travailleurs, la sécurité sociale n'est rien d'autre qu'un droit, acquis par la lutte. C'est une troisième catégorie de droits, à côté de droits poli-

tiques et civiques et plus récemment des droits culturels. Un droit a un caractère universel, qui dépasse les particularités d'une situation régionale. On ne va quand même pas régionaliser le droit à la libre expression ou le droit à l'association ? Et c'est quand même régionaliser qu'ils veulent faire avec nos droits sociaux.

Il s'agit donc d'autre chose. Pour pouvoir parler d'une régionalisation de la sécurité sociale, il faut d'abord la redéfinir. C'est là que se profilent les champions de l'état providence active. Pour eux, la sécurité sociale n'est pas un droit, mais un instrument, un moyen notamment pour diriger le marché de travail, pour " activer " des gens et pour augmenter leur disponibilité et leur flexibilité. Et il faut adapter les moyens au contexte dans lequel ils sont appliqués. D'où le fait que le discours sur la régionalisation de la sécurité sociale ne tombe pas du ciel. Sans une redéfinition préalable et une transformation de la sécurité sociale vers un instrument, il n'est pas possible de le régionaliser.

Le mouvement des travailleurs com-

mence à s'affaiblir dans cette bataille. Les syndicats ont accepté la plupart de l'agenda de l'état providence active. Ils se sont déclarés d'accord par exemple avec une baisse des charges patronales sur les salaires, modulés selon les tranches des revenus. Aujourd'hui par exemple, les contributions patronales pour la sécurité sociale pour les bas salaires ont diminué. Le but serait d'activer les groupes avec de petits revenus. Il semble que les syndicats aient laissé tombé la lutte pour la définition de la sécurité sociale comme un droit social et qu'ils aient accepté donc de facto la définition patronale de la Sécu comme instrument. Cela rend le point de départ de la lutte contre la régionalisation plus compliqué. Ainsi le cadre démocratique de notre société sera abîmé, puisque l'on touche à nos droits, mais le mouvement des travailleurs sera obligé de prendre la question sociale par le biais de la question nationale. Le vrai défi est néanmoins ailleurs. Il s'agit d'une lutte pour nos droits sociaux et contre l'état providence active. Il ne s'agit pas d'une question nationale. Il faudra nommer les choses par leur vrai nom. ■

**La Cour de Cassation annule le jugement prononcé à l'encontre des sept membres présumés du DHKP-C : la Ministre de la Justice et le Procureur fédéral en avalent de travers...** PAR JEAN FLINKER (CLEA) \*

## Bahar: jugement annulé!

Ce jeudi 19 avril 2007, la Cour de Cassation a donc décidé de jeter un bâton dans les roues de la Justice expéditive, trafiquée et manipulée. En déclarant illégale la nomination du juge Freddy Troch (spécialement désigné, sous la pression du Procureur fédéral Delmulle, à la tête du tribunal correctionnel de Bruges pour être sûr d'aboutir à un verdict à la sévérité exemplaire...), la Cour de Cassation s'est expressément basée sur l'Article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme. Cet Article exige, en effet, pour tout prévenu l'impartialité du tribunal chargé de le juger. Or il suffit qu'un seul élément de suspicion existe, selon le Président Forier de la Cour de Cassation, pour que soit contestable la légitimité du tribunal, ce

qui est le cas.

En dénonçant comme illégale, la composition du tribunal de premier degré, la Cour de Cassation prononce du même coup l'illégalité du verdict rendu, et l'illégalité des arrestations immédiates qu'il a entraînées dès le 28 février 2006. Qui plus est, l'illégalité ainsi proclamée contre le tribunal correctionnel, indûment présidé par le juge Freddy Troch, a comme conséquence la nullité de l'Arrêt prononcé le 7 novembre 2006 par la Cour d'Appel de Gand (du coup, un autre procès en Appel devrait avoir lieu à Anvers cette fois)...

Conséquence de ce constat sans fioriture? Selon les avocats de la défense,

Sükriye Akar, Musa Asoglu ainsi que Kaya Saz (tous trois détenus dès le 28 février 2006 à la prison de Bruges) ainsi que Bahar Kimyongür (emprisonné depuis novembre, d'abord à Bruges puis à Nivelles) devraient être libérés dans les prochaines heures...

Par la décision de la Cour Cassation en tous cas, c'est la combinaison d'un travail juridique sérieux (menée par des avocats tenaces) et d'une mobilisation citoyenne décidée, croissante et déterminée... qui aura été plébiscitée. Ce verdict ne peut qu'inciter le Comité pour la Liberté d'Expression et d'Association à accentuer son action citoyenne pour dénoncer et contester un procès-test créant une jurisprudence d'exception

-menaçant, tout à la fois, la liberté d'expression, la liberté d'association et le droit à la contestation. En première instance à Bruges, puis en appel à Gand, des militants opposés au régime d'Ankara ont été condamnés non pour des délits qu'ils auraient commis, non pour des actes de violence qu'ils auraient perpétrés mais pour leurs convictions politiques, pour leur engagement.

Evidemment, il nous reste un long combat à mener. Ainsi, lors des deux premières audiences de Cassation (le 27 mars puis le 17 avril derniers), l'une des détenues (Sukriye Akar) qui avait demandé de pouvoir y participer, a une nouvelle fois subi des traitements inhumains et dégradants «made in Guantanamo» (fouille complète à nu, quatre fois; port d'un bandeau sur les yeux durant tout le trajet jusqu'au Palais et au retour, jusqu'à la prison de Bruges; obligation de porter toute la journée une lourde ceinture de contention, à laquelle étaient constamment fixées les menottes, etc...). Là encore, la Belgique copie les pratiques turques et américaines, alors qu'on nous répète à l'envi que l'Europe possède ses valeurs propres -empruntées des droits de l'Homme.

Car le procès intenté contre des membres présumés du DHKP-C constitue la preuve manifeste que, dans notre pays, le gouvernement, une partie du monde judiciaire et l'appareil policier utilisent la peur suscitée par les attentats du 11 septembre pour criminaliser les oppositions sociales.

Nos dirigeants prétendent protéger la démocratie, et assurer plus de sécurité publique? Pourtant, ce procès a démontré tout le contraire: sous couvert de «guerre contre le terrorisme», ce sont les conquêtes démocratiques qui sont remises en question.

Quoi qu'il en soit, le CLEA continuera son combat pour qu'éclate au grand jour le scandale dans lequel sont impliqués les plus hauts responsables de ce pays -que ce soit dans l'ordre politique, policier ou judiciaire.

Le 28 avril 2006 en effet, Bahar Kimyongür était arrêté aux Pays-Bas en vue d'être extradé vers la Turquie. Un rapport a été remis par les comités P et R, à la demande de parlementaires, pour connaître le rôle de l'Etat belge dans cette affaire. Ce rapport est maintenu caché dans les coffres du Parlement. Pourquoi? Que révèle ce rapport? Que

Laurette Onkelinx a menti, à trois reprises au moins, aux parlementaires; que des représentants du premier Ministre, des Ministres de la Justice et de l'Intérieur, de la Sûreté de l'Etat et de la magistrature se sont réunis secrètement pour accomplir un acte à la fois illégal (la Belgique ne peut extraditer ses ressortissants) et immoral (est-ce conforme aux



droits de l'Homme de remettre Kimyongür entre les mains des bourreaux dont il dénonce les crimes depuis des années?); que la police belge, la Sûreté de l'Etat (en collaboration avec la police turque) ont dénoncé notre compatriote à leurs homologues hollandais alors qu'on parle justement de renforcer encore les pouvoirs des services de sécurité...

Il est évident que si la Belgique est définie comme une démocratie, les parlementaires doivent avoir accès au rapport des comités P et R pour pouvoir l'analyser et en diffuser le contenu. La lumière doit être faite dans cette affaire. Pour cela, il faut que ce rapport soit rendu public. Avant les élections du 10 juin!

C'est la raison pour laquelle le CLEA interpellera le 26 avril, lors de la dernière séance du Parlement, les sénateurs et députés sur cette affaire et organisera «un après-midi événement», le samedi 28 avril, pour le premier anniversaire de l'arrestation de Bahar Kimyongür aux Pays-Bas. Cet après-midi se composera d'un rassemblement à 16 heures sur les marches de la Bourse, de prises de paroles de personnalités dès 17 heures au Beursschouwburg et d'un concert de Rey Cabrera (Buena Vista Social Club) à 18 heures.

Ce procès d'exception, ces traitements dégradants, le kidnapping de Kimyongür ont été rendu possibles par l'utilisation de la loi antiterroriste belge de 2003, qui est un copié-collé des législations adoptées par l'administration Bush après le 11 septembre 2001. Objectif de ces législations spéciales: criminaliser les contestataires, évacuer la dimension poli-

tique de leur combat en le présentant comme du banditisme. Cette loi s'inscrit dans un climat antidémocratique où des opposants au régime d'Ankara sont qualifiés de terroristes, où des altermondialistes liégeois sont mis sur écoute en étant assimilés à des criminels, où Greenpeace est cataloguée comme une «association de malfaiteurs»...

Ces lois liberticides doivent être remises en question, doivent être abrogées. Le CLEA sera présent dans la campagne électorale pour exiger que le prochain gouvernement remette en question ces lois, en particulier la loi «antiterroriste» de 2003.

La CLEA continuera à accroître sa pression, tout en invitant les démocrates et les progressistes de ce pays à se mobiliser contre les évolutions ultrasécuritaires et antidémocratiques, inspirées à nos dirigeants, par l'administration américaine. ■

**C'est Clair et Net sur:**  
**[www.leclea.be](http://www.leclea.be)**

(\*) membre du Comité pour la Liberté d'Expression et d'Association

**Le premier tour des élections présidentielles françaises a suscité une participation massive traduisant la profonde politisation de la société française après le "Non" au TCE, la crise des banlieues et la lutte contre le CPE. Le "traumatisme" d'avril 2002 a également joué à plein et a malheureusement favorisé le prétendu "vote utile" en faveur de la social-démocratie pour "éviter un duel Sarkozy-Le Pen" au second tour. Même si Olivier Besancenot, le candidat de la LCR française, a mieux résisté que d'autres, c'est toute la gauche radicale qui a particulièrement souffert de ce "vote utile". Ce texte présente des éléments de bilan "à chaud" du premier tour des élections présidentielles en France. Des éléments d'analyse qui demanderont à être repris ultérieurement avec un peu plus de recul.** PAR DANIEL BENSÂÏD

# Premiers éléments d'analyse à chaud

Au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, la presse du matin salue le retour à une polarisation classique entre droite et gauche, après l'épisode traumatisant du duel Chirac/Le Pen au deuxième tour de 2002. Cette appréciation mérite cependant d'être nuancée. Certes, le Pen perd environ un million d'électeurs et plus de 6% des voix et Sarkozy atteint avec 30% au premier tour un score historique pour la droite de gouvernement. Mais ce succès résulte

En revanche, avec plus de 18% le centre de Bayrou s'installe en position d'arbitre. Même en cas de victoire de Ségolène Royal, elle pourrait difficilement envisager de former une majorité parlementaire et gouvernementale sans un certain accord avec Bayrou. C'est en quelque sorte le cycle de l'Union de la gauche et de la Gauche plurielle (1972-2002) qui s'achève, la perspective étant désormais celle d'une coalition de centre gauche entre sociaux démocrates et démocrates sociaux, autrement dit une sorte de prodrome à la française.

Ceci dit, au vu des scores du premier tour, une élection de Sarkozy le 6 mai reste l'hypothèse la plus probable, même si tout n'est pas joué.

La gauche radicale ou gauche de gauche avait obtenu en 2002 environ 13,5% des voix (Arlette Laguiller 5,7, Olivier

Besancenot 4,3, le Parti communiste 3,5), et les Verts 5,5%. Cette gauche de la gauche connaît un important recul, puisque elle totalise cette fois un peu moins de 9% (4,1 pour Besancenot, 1,9 pour Marie-Georges Buffet, 1,4 pour Arlette Laguiller, et 1,3 pour José Bové). Les Verts n'atteignent que 1,5%. Le recul est donc dû à un effondrement de l'électorat du PC, de LO, et des Verts.

Tout le monde constate que seul Olivier Besancenot maintient son score en pourcentage et l'améliore en nombre de voix (avec près d'un million et demi de voix) par rapport à 2002. Il a certainement perdu un bon tiers des électeurs d'alors, qui avaient voté pour la nou-

veauté, et s'en étaient mordus les doigts en voyant Le Pen au deuxième tour. Il a en revanche enraciné son vote dans les régions et milieux populaires, et, d'après les premières indications, réalisé des scores nettement supérieurs à la moyenne nationale auprès des nouveaux électeurs jeunes.

Pourquoi ce recul de la gauche de la gauche ? La première raison est certainement le traumatisme de 2002. La crainte, entretenue par les médias et l'état major du Parti socialiste, de voir un deuxième tour entre Sarkozy et Le Pen, a pesé très lourd dans les quinze derniers jours de campagne. Cet appel à un vote de la peur dès le premier tour aboutissait à confisquer le vote de choix et de conviction qu'est censé exprimer un premier tour, au profit d'un vote d'élimination, un vote contre, indépendamment du programme et du projet de la candidate socialiste ou de François Bayrou. Ce mécanisme a joué d'autant plus que la mobilisation électorale a été exceptionnelle, environ 85%, et l'on peut supposer que bon nombre de ces électeurs intermittents ont fait un vote du moindre mal.

Une deuxième raison de ce recul est le changement intervenu depuis la victoire du Non au référendum du 29 mai 2005 sur le Traité constitutionnel européen. Ce Non l'avait emporté par 55%. Mais cette majorité était partagée entre un Non de droite et un Non de gauche. Même s'il est probable que le Non de gauche était dominant, la part respective des électors demeure incertaine. L'illusion de certains, dans la gauche de la gauche (en particulier dans l'entourage de José Bové) a consisté à concevoir l'élection présidentielle et législative comme un simple prolongement du référendum et de surestimer en conséquence le potentiel de la gauche radi-



pour une part substantielle de sa campagne de séduction en direction de l'électorat du FN, sur son usage des thèmes de l'immigration et de l'identité française, bref sur une lepénisation de son discours.

De son côté, Ségolène Royal n'a pas fait une campagne de gauche classique, mais une campagne attrape tout, flirtant d'un côté avec le nationalisme, l'ordre moral et familial, avec quelques gestes symboliques de compassion sociale sur sa gauche. La gauche de Ségolène est donc une gauche largement "blairisée", avec peu de réserves électorales sur sa gauche (la principale étant le million et demi d'électeurs d'Olivier Besancenot).

cale. Elire un président de la République et dégager une majorité de gouvernement autour d'un projet pour cinq ans est tout autre chose que de répondre par oui ou par non à un référendum. D'ailleurs, les "nonistes" du Parti socialiste (Fabius, Montebourg, Mélançon) n'ont guère tardé à se laisser synthétiser sous la houlette de Ségolène Royal et derrière la majorité du parti favorable au Traité.

Il en est résulté que la question européenne (qui reviendra sur le tapis dès la fin de l'année) a été la grande absente de la campagne, comme s'il s'était agi d'un simple mouvement d'humeur à oublier bien vite. La droite, qui avait subi une gifflée retentissante au référendum n'avait aucun intérêt à en parler. Le Parti socialiste qui avait colmaté ses divisions et qui ne sait probablement pas comment il va gérer les prochaines échéances européennes n'y avait aucun intérêt non plus. La question fut donc escamotée.

Enfin, la division des candidatures à la gauche de la gauche a certainement joué pour une partie de l'électorat déconcerté par une telle multiplicité. Mais d'un point de vue strictement électoral, ce n'est certainement pas, contrairement à ce que commence à dire Bové, la raison principale. Une candidature unitaire sur une base politique claire aurait certainement eu une dynamique attractive pour des hésitants, mais l'expérience prouve que l'unité n'est pas une simple addition, et qu'une partie des électors respectifs du PC, de LO, et de la Ligue ne se serait pas retrouvé dans une candidature unitaire. On peut donc douter fortement que, dans les conditions difficiles de cette campagne, une telle candidature ait atteint le score cumulé des 8,5%.

Pourquoi Olivier est le candidat qui a le mieux résisté aux sirènes du "vote utile" ? Au delà du dynamisme de sa campagne, de son talent personnel, de son image très positive dans les milieux salariés et dans la jeunesse, la réponse est à chercher dans l'orientation fondamentale de sa campagne. Il est celui qui a gardé le plus clairement le cap sur la

question sociale, qui a développé un programme sérieux et argumenté, qui a affirmé le plus vigoureusement son indépendance vis à vis du Parti socialiste, y compris dans l'hypothèse d'une victoire de Ségolène Royal et d'un gouvernement de gauche. Il a gagné ainsi une sympathie qui va bien au-delà de son million et demi d'électeurs, comme en témoignent sur son blog comme oralement nombre de messages s'excusant un peu honteusement de renoncer à un vote de conviction pour "voter utile" dans la crainte d'un nouveau 21 avril 2002.

Ce résultat, non comptabilisable en termes de voix, de la campagne est évidemment très important puisqu'il ense-

me le terrain pour les résistances et les luttes à venir, quel que soit le résultat du 6 mai. Ainsi, il faut noter que le résultat d'Olivier est très homogène dans les différents départements, généralement entre 4% et 5,5%, avec des pointes dans des départements à forte tradition ouvrière et communiste (le Nord, le Pas-de-Calais, le Limousin, la Meurthe et Moselle), y compris en Seine-Saint-Denis où Marie-Georges Buffet est députée. C'est donc le vote nettement inférieur dans les centres embourgeoisés des grandes villes (et notamment Paris) et dans les départements et territoires d'outre-mer (bien qu'Olivier arrive en quatrième position à la Martinique), qui explique le tassement de sa moyenne un peu au-dessus des 4%

## Contribution "belge" à une belle campagne

La Ligue Communiste Révolutionnaire belge (ex-POS), a salué avec satisfaction les résultats obtenus par notre camarade Olivier Besancenot. Malgré l'éparpillement et le nombre plus importants de candidats "à gauche de la gauche" qu'en 2002, ainsi que l'énorme pression en faveur du soi-disant "vote utile", notre camarade a obtenu - et de loin - le meilleur score des "petits" candidats à gauche de la social-démocratie. Ces derniers ont moins bien résisté au raz de marée du "vote utile". La LCR belge salue néanmoins aussi leurs résultats car au-delà des divisions et des divergences parfois profondes qui ont émaillé cette campagne entre ces divers candidat/es anticapitalistes et anti-néolibéraux, il est clair qu'il faut additionner leurs scores respectifs car ils constituent aussi un socle sur lequel pourront s'appuyer les luttes sociales à venir, et une indication de la nécessaire unité dans les urnes et dans la rue.



La LCR belge est fière d'avoir apporté sa petite contribution à la candidature d'Olivier Besancenot, notamment en appelant les résidents français de Belgique à voter pour lui. Le 11 avril dernier, nous avons affrété un bus afin d'assister au meeting d'Olivier à Lille. Notre camarade Freddy Dewille était à la tribune au côté de Besancenot (photo) afin d'apporter oralement tout notre soutien militant. En tout, en car, en voiture ou en train, c'est une quarantaine de "Belges" qui ont participé à ce meeting lillois. Dans le bus qui nous a ramenés à Bruxelles, l'enthousiasme et les discussions allaient bon train tant l'impression était forte. A noter - vu le black out médiatique habituel à l'encontre de la gauche radicale en Belgique! - qu'une séquence du JT de RTL-TVI du jeudi 12 avril a été consacrée à notre déplacement ; une équipe télé était présente à Lille et a interviewé deux de nos camarades. Le 14 avril, nos camarades du Centre ont organisé à Morlanwelz un débat avec notre camarade parisien Basile Pot. Une trentaine de participant/es et là aussi une bonne couverture médiatique avec un reportage d'Antenne Centre et de la Nouvelle Gazette. Des conférences-débats similaires ont également eu lieu à Liège et à Bruxelles où, par ailleurs, un tract de campagne a été diffusé dans les milieux d'étudiants résidents français de Belgique et à l'ULB où l'accueil a été particulièrement positif et les discussions fort nombreuses. Si nous avons fait de telles démarches, ce n'est pas seulement par esprit d'internationalisme fraternel envers notre organisation-sœur française et notre camarade Olivier Besancenot, mais aussi parce que nous sommes convaincus que le programme défendu par lui est également d'une brûlante actualité et nécessité en Belgique également. ■

Ataulfo Riera

Et après ? La suite sera évidemment différente selon que Sarkozy ou Ségolène Royal l'emporte le 6 mai. Mais dans les deux cas nous continuerons, comme Olivier l'a fait dans ses meetings et dans son intervention le soir du 22 avril, à appeler au rassemblement anticapitaliste de la gauche de gauche. Si Sarkozy est élu, nous aurons besoin d'une

gauche radicale de résistance et de combat à la gauche du PS. Si c'est Ségolène Royal, nous aurons aussi besoin d'une opposition de gauche indépendante de sa coalition gouvernementale.

La forme et le contenu d'un tel rassemblement restent à discuter avec nos partenaires éventuels. Il est par ailleurs

évident que ces partenaires risquent d'être différents dans les deux hypothèses. Pour notre part, nous les rencontrerons le plus tôt possible. Nous tirerons, lors de notre réunion de direction nationale du 28 avril un bilan du scrutin et de ces rencontres pour définir notre orientation dans les semaines à venir et faire des propositions. ■

## Déclaration d'Olivier Besancenot au soir du premier tour



Près d'1,8 million d'électeurs et d'électrices se sont rassemblés autour de ma candidature. C'est 600 000 de plus par rapport à 2002. Malgré la pression du « vote utile » qui dans les dernières semaines a servi de seul programme à la campagne de Ségolène Royal, plus de 4,5% d'électeurs ont porté leurs suffrages sur mon nom.

C'est un encouragement précieux pour les luttes de demain. Merci à celles et ceux qui viennent de voter pour moi. Nous avons réussi ensemble dans cette campagne, au-delà de notre score, à répondre aux attentes sociales de la population. Pour le droit à l'emploi, l'augmentation du pouvoir d'achat ou encore le droit au logement...Le SMIC à 1500 euros net, l'augmentation de tous les revenus de 300 euros nets, la réquisition des logements vides, l'interdiction des licenciements et la lutte contre les discriminations ; autant de questions désormais installés dans la société et dans le monde du travail ; autant de mobilisations à venir pour faire entendre notre voie et notre force.

Nicolas Sarkozy est donc en tête et qualifié au second tour face à Ségolène Royal. La droite vient depuis cinq ans de mener une politique de démolition systématique de nos conquêtes sociales, et

Sarkozy veut appliquer désormais à la société française le traitement de choc du MEDEF. C'est à dire plus d'inégalités, plus d'injustices et moins de libertés. Le Pen est exclu de la compétition et c'est une excellente nouvelle. Mais Sarkozy a mené une campagne extrêmement réactionnaire. Chassant sur les terres du FN, cet homme et son programme sont un danger majeur immédiat.

Personne n'est propriétaire de ses voix et chacun, chacune est évidemment libre de son vote le 6 mai. Mais depuis cinq ans la LCR combat la politique de Chirac et de ses premiers ministres dans la rue comme dans les urnes. C'est en ce sens que je vous appelle le 1 mai à manifester dans toutes les villes de France pour les mesures d'urgence sociales que j'ai défendues dans cette campagne et contre le projet antisocial de Sarkozy. Contre cette droite arrogante, le deuxième tour prend nécessairement l'allure d'un referendum anti-Sarkozy pour tous ceux et celles qui entendent résister à sa politique. Le 6 mai nous serons du côté de ceux et celles qui veulent empêcher Nicolas Sarkozy d'accéder à la présidence de la république. Il ne s'agit pas de soutenir Ségolène Royal mais de voter contre Nicolas Sarkozy.

Face à cette droite dure, le parti socialiste et sa candidate ne sont pas en effet à la hauteur. J'ai proposé tout au long de cette campagne une redistribution des richesses. Je constate que ce n'est pas le projet du PS qui se situe sur le même terrain que la droite en acceptant le libéralisme et en saluant les profits des

grandes entreprises. Même sur le terrain du patriotisme et du nationalisme, le PS cherche à rivaliser avec la droite. sur le terrain du patriotisme et du nationalisme. C'est pourquoi la LCR ne se situe pas en soutien à Ségolène Royal.

J'appelle celles et ceux qui se sont reconus dans nos propositions à se regrouper pour qu'ensemble nous puissions créer une force susceptible de les défendre dans les mobilisations sociales. Quelle que soit la présidence qui sortira des urnes le 6 mai, il faudra continuer à s'opposer aux politiques libérales et la LCR continuera à oeuvrer pour l'unité la plus large possible dans les luttes à venir. Et ce, si Sarkozy devait malheureusement l'emporter le 6 mai, mais également si Ségolène Royal était élue afin qu'elle connaisse une opposition à sa gauche et pas seulement à sa droite.

Nous avons besoin d'une nouvelle force anticapitaliste. Pour être utile comme nous l'avons été ces cinq dernières années dans les luttes et les résistances en s'appuyant sur la nouvelle génération politique qui émerge après les mobilisations contre le CPE, dans les banlieues et dans les entreprises,. La LCR vous propose de construire ensemble cette force capable de combattre le capitalisme et d'offrir l'espoir qu'un autre monde est possible. ■

Olivier Besancenot  
Paris le 22 avril à 20h30.



**Le 10 mars dernier, la décision du gouvernement social-libéral espagnol de Zapatero (PSOE) d'assouplir les conditions de détention du membre de l'ETA Iñaki de Juana Chaos a provoqué une nouvelle mobilisation massive dans les rues de la droite espagnole, emmenée par le Parti Populaire (PP). Parmi les 350.000 manifestants de Madrid, nombreux sont ceux qui y ont arboré des drapeaux nationaux aux armes de l'ancienne dictature franquiste. Cette manifestation du 10 mars était la 8e grande mobilisation de la droite, après celles contre la réforme constitutionnelle sur le statut de la Catalogne ou contre la légalisation du mariage homosexuel. Elle a une fois de plus mis en évidence la polarisation politique croissante dans l'Etat espagnol et l'existence d'une droite franquiste et fascistoïde qui cherche à revenir sur les libertés conquises après la fin de la dictature de Franco.** PAR MIQUEL LABEAGA (\*)

# Montée de la droite franquiste

Cette droite extrême, organisée actuellement au sein du PP, n'a pas hésité à utiliser de manière permanente le conflit basque, ou plutôt l'existence de l'ETA et la politique du gouvernement à son égard, comme arme principale pour attaquer le PSOE. De cette manière, la droite tente de résorber le discrédit qui l'a frappée suite à la politique d'appui du PP à l'invasion de l'Irak - cause des attentats de Madrid en 2004, qui lui ont coûté le pouvoir (1) - et de la ramener au gouvernement lors des prochaines élections de 2008. Les mobilisations contre l'assouplissement des conditions de détention de Iñaki de Juana Chaos ne sont ainsi qu'un pas de plus dans cette stratégie de déstabilisation et de guerre d'usure.

Il importe peu pour le PP que de Juana ait déjà accompli intégralement sa peine pour les actes terroristes pour lesquels il a été condamné. Peu lui importe également que le règlement pénitentiaire soit clair pour ce genre de cas et que le PP lui-même l'a appliqué à plusieurs reprises lorsqu'il était au pouvoir. Le PP ne cherche qu'à alimenter le sentiment d'une Espagne "Unique, Grande et Libre" (d'après le slogan franquiste) parmi sa base. Son objectif est de généraliser la droitisation des esprits en agitant des menaces de "chaos" imaginaires. Si l'on passe en revue de manière sommaire les prises de position du PP au cours des derniers mois, on constate que chaque action gouvernementale en rapport avec l'Euzkadi met en lumière la réaffirmation de ses positions centralistes et réactionnaires.

Cette politique de droitisation sociale repose à la fois sur la déstabilisation institutionnelle (de par ses actions dans le parlement et par ses positions dans l'appareil d'Etat, policier et judiciaire) et sur de grandes mobilisations de masses qui, bien qu'elles ne permettent pas une remontée de la droite dans les sondages

électoraux (2), produisent un effet d'excitation et de tension parmi les secteurs réactionnaires de la société. Ces secteurs sont aujourd'hui plus que jamais actifs et organisés, démontrant une capacité militante et de mobilisation quasi-permanente qui rappelle à la gauche de sinistres échos du passé (3), y compris par les thèmes de conflits choisis. La droite extrême est ainsi partie à



l'assaut de la rue en attendant l'assaut électoral. Un autre phénomène inquiétant de ce processus d'action permanente est qu'au sein de la droite croît sans cesse une autre droite, quant à elle clairement fasciste et qui tente de déborder l'aile réactionnaire "respectable". A la faveur de ces mobilisations, ce secteur plus radical a commencé à apparaître publiquement sans aucun complexe et se pose comme une alternative au "chaos" généré par la "gauche rouge et franc-maçonne", mais aussi comme une alternative face à la droite "tiède".

A gauche, la réaction majoritaire jusqu'à présent a été de se limiter à faire confiance dans l'action gouvernementale de Zapatero et de n'accepter la bataille que pour les prochaines élections à la place de répondre en premier lieu et dès

aujourd'hui dans la rue. Quant au gouvernement (4), face à chaque pression du PP, il ne fait que regarder sur sa droite en essayant de conquérir les voix (inexistantes) d'un centre ou d'une droite plus "civilisée" que les sbires franquistes. Izquierda Unida, pour sa part, semble se limiter à aspirer recueillir aux élections la poignée de votes que le PSOE laissera échapper sur sa gauche du fait de sa politique timorée.

C'est au contraire au niveau de la capacité de mobilisation dans la rue, perdue après la victoire électorale du PSOE, qu'il faut agir (5). Le reflux des mobilisations de gauche revient à abandonner le terrain en faveur d'une droite extrême et favorise son ascension. Se confier à la seule action institutionnelle et gouvernementale face aux mobilisations réactionnaires massives est une erreur qui peut se payer très cher. ■

(\*) Miquel Labeaga est membre d'Espacio Alternativo qui rassemble dans l'Etat espagnol nos camarades de la IVe Internationale. Traduction, notes et adaptation par Ataulfo Riera

Notes :

- (1) La droite avance une théorie conspiratrice délirante: selon elle, la victoire électorale du PSOE aux élections de 2004 a été le fruit d'un pacte secret entre le PSOE et l'ETA, ce dernier ayant collaboré avec les islamistes pour perpétrer les attentats d'Antocha. / (2) Les derniers sondages donnent le PSOE à 43%, le PP à 39% et IU à 6,5%. / (3) Parmi les slogans de la manifestation du 10 mars, on pouvait entendre : "Zapatero, al hoyo con tu abuelo" ("Zapatero, à la fosse avec ton grand-père") ; ce dernier, capitaine de l'armée républicaine espagnole, avait été fusillé par les franquistes pendant la guerre civile. / (4) Malgré des réformes démocratiques et éthiques sur le terrain des droits égaux, le gouvernement Zapatero mène une politique sociale et économique clairement néolibérale et pro-UE, en continuité avec celle du PP. / (5) Cette capacité à été partiellement récupérée par le succès important rencontré par les manifestations contre la guerre en Irak le 18 mars dernier.

L'Europe de Maastricht impose le démantèlement des droits du travail et des systèmes sociaux dans les différents pays de l'Union. Un exemple ? Il est interdit dans son cadre d'unifier les droits sociaux les plus avancés. PAR ANGELA KLEIN (\*)

# Union Européenne : tout pour la libre-entreprise

La mise en concurrence réciproque des travailleurs, des systèmes de protection sociale et des niveaux de vie est un des défis majeurs que nous impose la globalisation des marchés financiers et de la production. Contrairement aux capitaux qui, au moyen des communications électroniques se déplacent en quelques secondes d'un point à l'autre du globe, les travailleurs ne peuvent jouir de la même mobilité.

Chaque crise de surproduction connaît ce paradoxe par lequel même dans une période de croissance économique et de hauts bénéfices pour les actionnaires, les licenciements continuent à augmenter, surtout dans les secteurs où le travail est encore relativement protégé. Mais, comme c'est le cas aujourd'hui, lorsque la circulation des capitaux n'est plus sujette à aucune forme de contrôle et que les marchés sont dérégulés, ce paradoxe se fait plus aigu que jamais.

## Actionnaires contre travailleurs

Prenons le cas récent d'Airbus. Cette entreprise qui appartient à un véritable complexe militaro-industriel européen, EADS, a un carnet de commande rempli

pour cinq ans et son chiffre d'affaires, pour la seule année 2005, atteint 2 milliards 850 millions d'euros, en croissance de 17%. Les bénéficiaires sont maximums mais cependant, cela ne suffit toujours pas aux actionnaires car les retours sur investissement n'arrivent qu'après presque huit ans.

Or, les actionnaires demandent aujourd'hui un laps plus court. Pour y parvenir, ils veulent que les contrats de travail à durée indéterminée soient transformés en contrats courts, précaires, à durée déterminée. C'est ce qui explique la menace de licencier jusqu'à 22.000 travailleurs. Quant au concurrent états-unien Boeing, il fait pareil et menace de licencier 7.000 travailleurs entre 2008 et 2009.

Ce qui se passe à Airbus se répète chez Volkswagen, Telekom, Bayer, etc. La concurrence effrénée met en difficulté tout type de résistance syndicale et ouvrière lorsqu'elle se limite à un niveau local ou national.

## L'UE démantèle les systèmes sociaux

Quant aux systèmes de protection

sociale, la situation n'est guère meilleure, mêmes si les mécanismes sont différents puisqu'ils ont à voir avec des systèmes étatiques dans lesquels la concurrence n'a pas un rôle aussi prédominant. Et c'est justement ici qu'entre en jeu l'Union Européenne : le Traité de Maastricht impose aux gouvernements à la fois des réductions drastiques des dépenses publiques et des cadeaux dorés au patronat sous forme de réductions de ses contributions à la sécu et par la baisse des impôts sur le capital - sous prétexte d'attirer les investissements. Pour financer cette politique d'enrichissement des riches, il faut bien trouver l'argent quelque part. On le trouve en ponctionnant les chômeurs, les malades, les retraités, les jeunes en formation, les travailleurs. La baisse des recettes patronales à la sécu s'équilibre par la liquidation des dépenses sociales, supprimant ainsi des droits élémentaires entiers de protection sociale.

L'UE n'a aucune compétence sociale directe, et elle ne le souhaite pas. Elle veut que les systèmes sociaux et fiscaux continuent à être une compétence purement nationale. En Allemagne, avec les lois Hartz pour les chômeurs, on descend même à l'échelon le plus bas puisque les municipalités sont rendues responsables du maintien des chômeurs. On tend ainsi à atteindre des situations comme celles qui prévalent en Pologne ou en Angleterre : si la commune a de l'argent, tu peux t'estimer heureux et recevoir un revenu qui permet à peine de survivre. Si ce n'est pas le cas, alors...

L'idée maîtresse de l'UE, avec les Traités de Maastricht, Nice et Amsterdam, tous englobés dans le nouveau projet de traité constitutionnel imposé aujourd'hui par la chancellerie Merkel, est la suivante : pour satisfaire les exigences du capital (dénommé " l'économie ") on exige des normes européennes qui sont sous-



traites au contrôle des parlements nationaux tandis que pour les exigences des travailleurs, des chômeurs et des immigrés, on interdit la création à l'échelle européenne de conditions de vie et de travail communes. Le Traité constitutionnel inscrit ainsi dans sa Partie II (Charte des droits fondamentaux) la " liberté d'entreprise " mais fait veto à toute politique commune ou comparable pour les niveaux de protection sociale. Car cela pourrait entrer en contradiction avec la libre entreprise et " fausser la libre concurrence ".

Dans le Traité de Rome, il y a 50 ans, figurait encore l'idée que l'Europe devait servir au progrès économique et social de tous ses citoyens et que les conditions de vie devaient être progressivement tirées vers le haut. Cette idée n'a pas seulement disparue dans les nouveaux traités, mais elle a en plus été transformée en son contraire ; toutes les mesures de la Commission européenne pour " égaliser " les niveaux de vie ou d'imposition tendent vers l'objectif d'inciter à la concurrence et de baisser les coûts du travail

### "Pas à pas pour aller où?" demandent les scandinaves

Que faire ? Il est nécessaire de sortir de l'UE, qui est une machine de destruction de l'Etat social répondent nos amis scandinaves, qui jouissent encore de niveaux de protection sociale plus élevés et qu'ils veulent donc, et cela se comprend, préserver. D'autres, en revanche, avancent des propositions racistes du type : mettons seulement ensemble les " bons " européens, les riches, quant aux autres ils sont juste utiles pour être exploités mais pas pour être aidés (les Polonais par exemple, sans parler des Roumains ou des Bulgares).

Grâce à la globalisation du capital, mais aussi à des décisions politiques explicites visant à rendre impossible une nouvelle guerre européenne, nous avons atteint en Europe un niveau d'intégration économique et politique qui, bien qu'inégalitaire, ne pourra justement être dissous que par de nouvelles guerres - économiques, politiques et y compris militaires. 70% des lois adoptées aujourd'hui dans les parlements nationaux ont



leurs origines à Bruxelles. Le rôle " indépendant " (de tout contrôle parlementaire) de la Banque centrale européenne est l'objet de fortes critiques. Mais qui propose sérieusement de réintroduire des barrières douanières entre les pays de l'UE ? Qui voudrait interdire à un avocat italien de s'installer en Suède ? Et la monnaie commune ? Ce n'est pas cette monnaie, en tant que telle, qui crée problème, c'est la politique économique dans son ensemble. Mais cette dernière ne se décide pas à Bruxelles, mais bien dans toutes les capitales européennes, parce que les véritables maîtres de cette Europe sont toujours les grandes entreprises et les élites politiques qui décident en leur faveur.

### Le poids politique des expériences

Alors, que faire ? Les auteurs de la " Charte de principes de l'Autre Europe " (1) proposent une solution internationaliste : des droits sociaux égaux pour tous partout. Non seulement pour ceux qui jouissent de la citoyenneté dans l'UE, mais pour tous les résidents. La vieille idée selon laquelle le progrès économique doit être utilisé afin d'augmenter et d'adapter vers le haut les niveaux de vie de tous doit être réalisé. Il ne pourra pas être atteint en s'appuyant sur les mécanismes institutionnels européens actuels créés afin d'obtenir l'inverse. Nous voulons donc de nouveaux mécanismes qui combinent les droits des peuples à l'autodétermination avec la recherche au niveau continental de solutions communes pour les prob-

lèmes que nous avons en commun.

En ce qui concerne les droits sociaux, mentionnons la nécessité d'un seuil commun européen pour le salaire minimum, un niveau commun de prestations sociales de chômage, de maladie, pour les retraites, pour l'éducation gratuite et des services publics étendus et de qualité. La réduction du temps de travail à 35 heures/semaine pour tous et toutes dans toute l'Europe, le droit de grève et à des contrats collectifs de travail, etc. La Charte des principes exige que l'Europe se construise de façon différente. Mais pour ce faire, il est nécessaire de réaliser l'action commune des mouvements sociaux et des syndicats européens. La dimension européenne de la lutte doit être centrale dans nos interventions, avec comme armes principales la grève européenne et les campagnes contre les directives de la Commission (comme ce fut le cas pour Bolkestein) et contre la militarisation de l'Europe. ■

(\*) Angela Klein est membre de l'ISL, section allemande de la IVe Internationale, et animatrice du réseau des Marches européennes contre le chômage, la précarité et l'exclusion. Traduction : La Gauche

(1) La Charte des principes de l'Autre Europe est un texte né lors de la réunion des 12 et 13 novembre 2005 à Florence (Italie) lors du Forum Social Européen, convoquée spécifiquement afin de la rédiger. Elle a été rediscutée puis ratifiée lors du Forum Social Européen d'Athènes en mai 2006.

**Le Parti Révolutionnaire des Travailleurs - Mindanao (RPMM) trouve son origine dans la scission qui a eu lieu, en 1992, dans le Parti Communiste des Philippines (CPP). Le CPP, fondé en 1968 sous la direction de Jose Maria Sison, est rapidement devenu une force politique significative et à joué un rôle important dans la lutte contre la dictature de Marcos (1972 - 1986), par sa branche armée, la Nouvelle Armée Populaire (NPA) et dans le mouvement de masse. PAR CLARA MARIA SANCHEZ (\*)**

## Un Parti Marxiste Révolutionnaire à Mindanao

Le parti fut conçu dans une optique Mao-Stalinienne inflexible. La société philippine était caractérisée comme " semi-coloniale et semi-féodale " et la révolution définie comme " nationale-démocratique ". La ligne stratégique du CPP était celle d'une guerre populaire de longue durée, encerclant les villes à partir de la campagne, et passant à travers des étapes rigoureusement définies de défense, de trêve et d'offensive stratégiques, composée chacune de plusieurs phases.

Tout le travail du parti était subordonné à l'objectif prioritaire de la construction d'une armée de guérilla rurale. La lutte de masse publique contre la dictature et



pour des réformes était seulement considérée comme une manœuvre de propagande et un terrain de recrutement pour le parti clandestin. Les principes organisationnels du parti étaient basés sur le centralisme bureaucratique stalinien, sans droit de tendance. Son premier Congrès aurait eu lieu en décembre 1968. Il n'y en eut jamais de second.

Tous ces aspects de la politique du CPP allaient se heurter à des réalités très dif-

férentes. Contrairement à l'analyse de Sison, la société philippine n'était pas semi-féodale mais capitaliste dépendante. De plus, la réalité complexe de la société philippine et la lutte contre la dictature a poussé le parti à développer des combinaisons de lutte de masse et de lutte armée qui dépassèrent rapidement le schéma simpliste de la " guerre populaire prolongée ". Cela entraîna des débats sur la stratégie et les tactiques qui, pendant un temps, ont doté le CPP d'un certain pluralisme.

Les débats autour des désaccords qui allaient causer la scission de 1992 ont commencé dès le 8ème plenum du CC, en 1980. Mais, à ce moment, comme Francisco Nemenzo l'a souligné dans une interview en 1994, " il ne semblait pas urgent de les trancher, étant donné que le mouvement allait de l'avant " [1]. Il y avait non seulement du temps et de la place pour des débats, mais il y avait même expérimentation de diverses formes de luttes qui ne correspondaient pas à la stratégie de guerre populaire de longue durée. C'était tout particulièrement le cas à Mindanao. Ces expériences ont été considérablement influencées par celles des mouvements révolutionnaires d'Amérique Centrale et par l'expérience vietnamienne. Tout cela se passait alors que Sison avait été capturé et emprisonné, de 1977 à 1986.

Un tournant décisif eut lieu en 1986, quand le CPP prit la décision de boycotter les élections anticipées organisées dans la foulée du mouvement " Pouvoir du Peuple " qui renversa Marcos. L'élection vit la victoire de Cory Aquino et la restauration des formes bourgeoises démocratiques. Cette décision laissa le parti isolé du mouvement de masse. Quelques mois plus tard, la direction du parti publia une autocritique, reconnaissant assez

clairement que le boycott était une erreur, mais échouant dans l'analyse de ses causes. La direction coupa court aux discussions qui suivirent. C'est après la restauration de la démocratie bourgeoise que les contradictions créées par la subordination du travail de masse à la lutte armée - particulièrement la lutte armée rurale - s'aiguèrent.

Pendant la période de croissance du CPP, dans la fin des années 70 et le début des années 80, son organisation à Mindanao se développa à un rythme plus rapide encore. Sous de nombreux aspects, la lutte à Mindanao était une des plus avancées des Philippines, à la fois en termes de lutte armée et de lutte de masse. Mais, lorsque le parti s'implanta à Mindanao, il dut se confronter à la spécificité de l'île. A l'époque de la colonisation espagnole, Mindanao n'a jamais été occupée, à l'exception de quelques avant-postes côtiers. L'île était peuplée de Musulmans, connus sous le nom de Moros, regroupés dans les sultanats de Maguindanao et de Jolo, et par des tribus indigènes. Lorsque les Philippines furent vendues aux Etats-Unis pour 20 millions de dollars à la fin de la guerre hispano-américaine de 1898, les américains eurent à conquérir le pays contre une forte résistance des forces nationalistes révolutionnaires qui avaient lancé une insurrection contre la domination espagnole en 1896.

La " pacification " américaine des Philippines est estimée avoir coûté la vie de près d'un sixième de la population. Dans le cas de Mindanao, cette conquête fut particulièrement difficile et sanglante, et la résistance continua jusqu'en 1914. Les gouvernements successifs de Manille ont poursuivi une politique délibérée de colonisation de Mindanao par des pionniers chrétiens

des autres îles, avec un tel succès que les musulmans et les populations indigènes furent mises en minorité. Néanmoins, les colons ne constituèrent pas une couche privilégiée, comme par exemple en Afrique du Sud ou en Israël. Ils étaient travailleurs ou paysans, et étaient aussi exploités. Mais il existe bien une question nationale du peuple Bangsa Moro, et une lutte armée pour l'auto-détermination a commencé au début des années 70. Sans oublier la question des droits des peuples indigènes à leurs terres ancestrales, à la fois dans les zones dominées par les Musulmans et par les Chrétiens.



Le CPP de Mindanao eut à faire face à cette réalité et commença à développer un travail d'alliance, parallèlement avec les mouvements Moro - le Front de Libération Nationale Moro (MNLF) et le Front de Libération Islamique Moro (MILF) - et avec les peuples indigènes. Cela provoqua des débats et des dissensions dans le parti à Mindanao, ainsi qu'avec la direction centrale du CPP. En fait, la conception qu'avait le CPP de la révolution démocratique nationale ne tenait pas compte des questions nationales spécifiques à Mindanao qui, dans l'esprit de la direction Sison, ne seraient solutionnées qu'après la victoire de la révolution. Le niveau de lutte à Mindanao impliqua également l'utilisation d'unités de partisans urbains et d'offensives militaires de nature semi-insurrectionnelles qui ne rentraient pas dans le schéma de la " guerre populaire de longue durée ".

Le RPMM est spécialement issu de la section de la Région Centrale de Mindanao (CMR) du CPP-NPA, qui fut créée en 1987, par la fusion des régions Nord-Ouest et Moro. C'était dans une période où le CPP et ses organisations étaient confrontés à de sérieuses difficultés. Elles furent, en premier lieu, causées par l'incapacité à analyser la nouvelle situation découlant de la transition de la dictature à la démocratie bourgeoise et à réorienter, en conséquence, les tactiques du parti. Cela n'impliquait pas que des problèmes tactiques, mais remettait en cause l'intégralité de la stratégie du CPP.

Deuxièmement, le parti fut affaibli et traumatisé par une série de purges imposées dans le but de chasser les indicateurs du gouvernement, dans lesquelles des milliers de membres du parti, la plupart innocents, furent liquidés. Cela affaiblit considérablement le parti, et les purges furent particulièrement sévères à Mindanao. Les débats se firent plus acrimonieux. Sison, qui était parti en exil volontaire aux Pays-Bas en 1988, publia à la fin de l'année 1991 un document intitulé " Réaffirmer Nos Principes de Base et Rectifier les Erreurs ", dont l'objet était de ramener le CPP à sa version de l'orthodoxie maoïste et de purger le parti de ceux qui la remettaient en question. Toutes les organisations du parti furent appelées à " réaffirmer ". Ceux qui soutenaient Sison et le firent furent ainsi appelés " réaffirmistes ", ou " RA " ; ceux qui refusèrent, " rejectionnistes ", ou " RJ ".

La position de Sison fut avalisée par le 10ème plenum du CC en 1992 et l'exécutif du parti rejeta une demande de Congrès - soutenue par des " réaffirmistes " comme par les " rejectionnistes " - pour trancher les différends, rendant une scission inévitable. Par la suite, ceux qui rejetaient ses positions furent exclus et, à partir de 1993, des secteurs significatifs de l'organisation, divisions géographiques et départements, se mirent à déclarer leur autonomie par rapport au centre du parti [2]. A ce point, les divergences étaient importantes, allant de l'analyse de l'économie et de la société

philippine à la stratégie politique et militaire, en passant par la question des minorités nationales, le régime du parti, l'analyse de l'effondrement de l'Union Soviétique et le processus de restauration capitaliste en Chine. Sur ces derniers points, la direction du parti se limitait à des dénonciations rituelles du " révisionnisme moderne ", tandis que des secteurs de l'opposition commençaient à utiliser les concepts de Stalinisme et de bureaucratie pour comprendre ce qui arrivait.

Avec la scission, les " RJ " durent organiser une alternative. Vers la fin de 1994, le CMR publia un appel pour une Conférence de Parti et invita les autres principaux secteurs " rejectionnistes " du reste des Philippines. Le résultat de cette conférence fut le lancement d'une formation pré-partidaire à Mindanao, nommée le Parti Communiste du Peuple (PCP). Le PCP maintint des contacts et relations avec les autres groupes " RJ " et, en septembre 1995, il convoqua un sommet avec les directions des régions Manille-Rizal (National Capital Region) et Visayas, dans le but de former un nouveau parti de niveau national. Durant cette période, le PCP entama une réévaluation consciencieuse de son idéologie et de sa politique, faisant le point sur dix ans de d'activité de parti à Mindanao, tenant des conférences sur le travail électoral et parlementaire, la lutte et les mouvements de masse, le travail international, le développement et le travail de consolidation de la paix. En 1998, après trois ans de discussion et de



débat, il y eut une tentative sérieuse de former un nouveau parti à l'échelle du pays, incluant le PCP, la section du Visayas, et une partie de la direction de la région Manila-Rizal. Le Parti des Travailleurs Révolutionnaires des Philippines (RPMP) fut fondé lors d'un congrès tenu dans les montagnes de Mindanao, avec sa branche militaire, l'Armée Proletarienne Révolutionnaire / Brigade Alex Boncayo (RPA/ABB). Malheureusement, cette initiative prometteuse vers un parti d'ampleur nationale ne fut pas couronnée de succès. De sérieuses divergences émergèrent quant au fonctionnement du nouveau parti. Dans l'opinion des camarades de Mindanao, la direction de Visayas, en particulier, n'avait pas rompu avec certaines pratiques du CPP. En 1999, des négociations de paix commencèrent entre le gouvernement et le RPMP-RPA/ABB et, en 2000, un accord de paix fut signé. Les camarades de Mindanao contestèrent tant le processus antidémocratiques que le contenu de l'accord, qui s'apparentait pour eux à une pure et simple capitulation.

Par conséquent, le 1er mai 2001, les camarades de Mindanao formèrent le RPMM, avec comme bras armé l'Armée Révolutionnaire des Peuples (RPA) - la forme plurielle témoignant de son engagement pour la reconnaissance des trois peuples de Mindanao. Le parti a une perspective nationale, mais ses forces sont à Mindanao et parmi les émigrés originaires de l'île. Après la scission du CPP, le CMR a établi des relations avec d'autres forces à travers le monde, et en particulier avec la Quatrième Internationale, envoyant un représentant à son Congrès mondial de 1995. Ces relations furent maintenues pendant la période RPMP et, en 2003, le RPMM devint la section philippine de la QI.

La situation à Mindanao est loin d'être stable. En premier lieu, la question nationale Moro n'a pas été réglée. Un accord entre le gouvernement philippin et le MNLF en 1996 amena la création de la Région Autonome du Mindanao Musulman (ARMM), qui n'a pas été à la hauteur des espérances et est encore dominé par Manille et ravagé par la cor-

ruption et le clientélisme. Des négociations ont maintenant lieu avec le MILF, mais leur issue est incertaine et les affrontements militaires avec l'armée ne sont pas rares.

La présence du Groupe Abu Sayyaf, un véritable groupe terroriste lié à Al Qaeda, sert de prétexte au maintien de la militarisation de Mindanao et de la présence de troupes US, Mindanao ayant été défini comme un front de la " guerre contre le terrorisme ". De plus, Mindanao, et l'ARMM en particulier, contient les provinces les plus pauvres des Philippines. Les compagnies multinationales pillent les ressources naturelles de l'île, spécialement minières et forestières, provoquant des effets catastrophiques pour l'environnement et l'invasion des terres ancestrales des peuples indigènes. Le conflit armé n'est donc pas la seule forme de violence dont souffre le peuple de Mindanao.

Quoiqu'il soit lui-même illégal et clandestin, le RPMM soutient les efforts d'une multitude de mouvements sociaux et d'organisations populaires qui se préoccupent des problèmes de la classe ouvrière, de la pauvreté urbaine, de la paysannerie et des pêcheurs - santé, logement, chômage, réforme agraire. Il existe un mouvement pacifiste particulièrement fort basé sur le concept trinational, cherchant à résoudre la question nationale par la reconnaissance du droit à l'autodétermination et l'organisation d'un referendum, et qui veut unir les trois peuples sur cette base. En décembre 2006, le 4ème Sommet de la Paix du Peuple de Mindanao, qui eut lieu sur l'île de Basilan, rassembla 500 personnes de tout Mindanao, en ce compris des représentants du MNLF, du MILF et des peuples indigènes. Au niveau électoral, les mêmes idées sont défendues par la liste Anak Mindanao (Amin) qui a actuellement un représentant au parlement philippin.

Mindanao est une société hautement militarisée. En plus de l'armée philippine (dont les deux tiers des forces sont déployées à Mindanao) et de la police, il y a le MNLF, le MILF et les forces de défense des peuples indigènes. Le CPP-

NPA, qui continue à être actif dans certaines zones de Mindanao, a mené depuis la scission une politique de liquidation physique de ses anciens membres. Parmi les victimes, on compte deux membres du RPMM-RPA [3]. En outre, il est clair que les services de sécurité de l'état sont responsables de l'assassinat de centaines d'activistes des mouvements sociaux et d'organisations populaires par des escadrons de la mort, y compris à Mindanao, depuis l'arrivée au pouvoir du Président Gloria Macapagal-Arroyo en 2001.

Dans cette situation, le RPMM maintient son aile armée, la RPA. Il ne considère cependant pas qu'une lutte armée offensive soit appropriée à la période actuelle. En conséquence, il a signé un accord de cessez-le-feu avec le gouvernement en 2005 et, en décembre 2006, parvint à un accord pour l'application de ce cessez-le-feu. Mais il n'a pas désarmé et refuse de dissocier un accord de paix définitif de la résolution des problèmes sociaux et démocratiques qui sont les racines de la violence à Mindanao. Les négociations avec le gouvernement ne furent pas seulement de nature militaire, puisque ce dernier dut s'engager à financer des projets de développement dans les zones sous l'influence du RPMM, les projets en question étant choisis par les populations locales. Les premières négociations couvrirent 100 barangays (districts), mais 100 districts supplémentaires ont demandé à être considérés comme partie intégrante de la zone d'influence du RPMM. ■

Notes: [1] Interview dans Links no. 2, Juillet-Septembre, 1994 / [2] Cela comprend la majorité ou d'importants secteurs des organisations du parti à Manille-Rizal, Mindanao et Visayas, ainsi que le Secrétariat Paysan, le Secrétariat du Front Uni et le Département International. / [3] Une documentation substantielle sur la politique de liquidation physique menée par le CPP peut être trouvée sur les pages anglophones du site Europe Solidaire Sans Frontières (<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique14>), dans la section Philippines - CPP killings.

\* International Viewpoint Online magazine : IV n° 388 - Avril 2007. Traduc: Matthieu Renda pour La Gauche

**A côté des projets visant à abolir le droit à l'avortement ou visant les homosexuels, le gouvernement réactionnaire polonais a mis en route une série de mesures destinés à éliminer de l'histoire du pays les membres polonais des Brigades Internationales qui ont combattu en 1936 en défense de la République espagnole, qualifiés désormais de " traîtres et de criminels ".**

# La Pologne répudie les anciens des Brigades Internationales

Le gouvernement polonais prépare ainsi un projet de loi qui supprimera les retraites spéciales concédées aux vétérans de la Seconde guerre mondiale qui ont lutté contre le fascisme ainsi qu'aux anciens des Brigades Internationales.

De plus, il éliminera de Varsovie les noms de toutes les figures et symboles communistes, et parmi eux ceux des " Dombrowski " (les brigadistes polonais en Espagne étaient regroupés dans le bataillon " Dombrowski "). Le premier ministre polonais, Jaroslaw Kaczynski, est également l'un des principaux responsables de la chasse aux sorcières et de l'épuration anti-communiste dans le pays.

Un exemple parmi d'autres, la mémoire du général Walter Karol Swierczewski risque d'être ainsi définitivement effacé par ces projets. Il fut chef de la 35e division internationale qui a lutté pour la République espagnole. Après la défaite, il est retourné en Pologne où il a dû fuir suite à l'occupation nazie du pays. Réfugié en URSS, il a repris les armes au moment de l'invasion allemande de juin 1941 et a participé à la libération de la Tchécoslovaquie. Cet ancien brigadiste, vice-ministre de la Défense après-guerre, est mort dans une embuscade tendue par des nationalistes ukrainiens. Une avenue portant son nom a déjà été débaptisée.

Des milliers de brigadistes polonais qui se sont portés volontaire pour la défense de la République, près de 5.000 d'entre eux ont trouvé la mort dans les champs de batailles espagnols et des milliers d'autres sont morts en combattant le nazisme sur les divers fronts de la

Seconde guerre mondiale. Ci-dessous nous publions une pétition internationale lancée par une association dédiée à la mémoire des anciens combattants en Espagne que nous appelons à soutenir. ■



## Soutien aux anciens des Brigades Internationales en Pologne

Le gouvernement de Varsovie met en place actuellement une série de mesures visant à éliminer de l'histoire du pays le souvenir des brigadistes polonais qui ont combattu pour la défense de la République espagnole contre l'agression combinée de Franco, Hitler, Mussolini et Salazar. Les brigadistes sont qualifiés par les autorités polonaises de " traîtres et criminels ".

Plusieurs dispositions et un projet de loi sont en cours d'élaboration à l'encontre des brigadistes: suppression de la pension d'ancien combattant, élimination des noms d'une rue et d'une école à Varsovie à la mémoire des anciens de la brigade Dombrowski. Pour le gouvernement polonais, les brigadistes furent des " traîtres " parce qu'ils seraient partis combattre en Espagne pour " construire le communisme " et qu'ils auraient contribué à la consolidation du " régime totalitaire " en formant " un groupe influent " au sein du parti communiste polonais.

Les autorités polonaises avaient déjà fait disparaître du monument au soldat inconnu de Varsovie les noms des principales batailles (Ebre, Brunete, Jarama) auxquelles les brigadistes polonais avaient participé en Espagne.

Après le déclenchement de la guerre d'Espagne, de nombreux Polonais - communistes et non communistes - avaient rejoint les Brigades internationales. Leur brigade portait le nom de Dombrowski. Plusieurs centaines d'entre eux sont morts au combat et la plupart des survivants jouèrent un rôle déterminant dans la résistance à l'occupation nazie. La Pologne élimine de l'Histoire les brigadistes alors qu'en Estonie les anciens SS font l'objet d'hommages officiels répétés. Sans aucune réaction de l'Union européenne alors que ces deux pays sont membres des " 27 ".

Les mesures annoncées à Varsovie provoquent en Espagne de vives réactions. A Paris, l'Association des amis des combattants en Espagne républicaine vous invite à signer la pétition de protestation qui sera adressée au gouvernement polonais. ■

[http://www.acer-aver.fr/index.php?option=com\\_wrapper&Itemid=31](http://www.acer-aver.fr/index.php?option=com_wrapper&Itemid=31)

**La création de la CIS (Confédération Internationale des Syndicats) en novembre dernier fait espérer que des temps nouveaux sont apparus pour le mouvement syndical international. Les 50 dernières années ont été désastreuses. Un bref tour d'horizon.** PAR SASKIA MANNESSEN

## Le mouvement syndical international - 2e partie

# La Guerre Froide et le Grand Vide

Après la Deuxième Guerre Mondiale il semblait qu'il y avait une chance pour que les mouvements social-démocrate et communiste convergent. La droite était affaiblie par sa collaboration (initiale) avec le fascisme. Le mouvement communiste par contre pouvait aller de l'avant sur base du prestige acquis dans la Résistance et du fait que l'Union Soviétique était la seule puissance continentale qui avait vaincu l'Allemagne nazie. Le mouvement syndical social-démocrate à son tour tenait son pouvoir et son influence des partis sociaux-démocrates qui accédaient au pouvoir dans une grande partie de l'Europe.

Au moins deux éléments ont abouti à ce que cette euphorie dans le contexte de la Libération ne se concrétise pas. Premièrement il régnait une énorme angoisse de cataclysme économique. Tout le monde était profondément convaincu du retour de la crise d'avant-

guerre avec une direction politique défectueuse et en conséquence une forte dépolitisation. C'est dans ce contexte que commença la Guerre Froide.

### Guerre Froide

Dans la 1er partie de cet article (voir La Gauche n°30) nous avons vu qu'en 1949 sonnait déjà la fin de la réconciliation d'après-guerre entre syndicats sociaux-démocrates et communistes avec la scission dans la centrale unitaire FMS (Fédération Mondiale des Syndicats). Les syndicats sortants formaient la CISL (Confédération Internationale des Syndicats Libres) et ceux qui restaient continuaient de garder le nom de FMS. Cette dernière devint au cours des années une partie de l'appareil d'État stalinien et perdit son prestige et sa représentativité initiaux (elle devint cependant un allié puissant pour les syndicats du Sud actifs dans les guerres de libération.)

syndical libre". Quatre organisations ont été fondées par l'AFL-CIO entre '62 et '77 dans ce but: une en Amérique Latine afin de soutenir à coups de millions de dollars les opposants à Allende et les contras au Nicaragua; une deuxième en Afrique où les dirigeants syndicaux ont "appris" la nécessité du commerce avec les USA et les "dangers" du communisme; la troisième en Asie (Vietnam, Corée...) et la dernière en Europe afin de briser les mouvements communistes par les intrigues et la corruption.

Les membres européens de la CISL partageaient l'anticommunisme viscéral des étatsuniens, refusèrent toute collaboration avec la FMS et jouèrent de leur influence pour l'exclure (ainsi que la Confédération Mondiale du Travail chrétienne) des instances internationales. Ils ont aussi contribué à construire ex-nihilo des syndicats en Afrique pour contrer la montée des forces apparentées communistes, mais avec comme conséquence d'affaiblir la lutte pour l'indépendance nationale des pays colonisés. En Europe, tout a été mis en œuvre pour saper les centrales communistes (majoritaires) en France, au Portugal et en Italie.

Cependant, au fil des ans s'est développé, sous la pression de petits mais puissants groupes communistes, un pragmatisme qui a permis un rapprochement entre les syndicats d'Europe de l'Est et de l'Ouest. En 1969 cette politique de "coexistence pacifique" a conduit à la désaffiliation de l'AFL-CIO. En 1982 l'AFL-CIO adhéra à nouveau.

### La CES et l'Europe

La CISL comptait sur un certain nombre d'organisations régionales, dont l'Organisation Régionale Européenne ('50). L'ORE n'eut vraiment pas de succès, entre autre parce que tous les syndicats n'étaient pas enthousiasmés par l'influence des étatsuniens sur l'idéologie et la pratique de l'ORE. Avec la réaffiliation de l'AFL-CIO le "pragmatisme anti-communiste" qui s'était développé a pu se poursuivre. L'appel, issu entre autres du TUC britannique, pour une nouvelle centrale unitaire en Europe a

guerre. Par conséquent, un deal a été conclu entre patronat et ouvriers: paix sociale et dialogue en échange du maintien des droits des syndicats et des ouvriers qui avaient été remportés dans les années '20 et '30. Deuxièmement les rangs s'étaient clairsemés pendant la

La CISL par contre s'estime victorieuse pendant la Guerre Froide sur base de ses effectifs et de sa loyauté dans la lutte contre le communisme. Son très influent membre américain, l'AFL-CIO, peut se vanter d'une impressionnante histoire dans le soutien au "mouvement





rencontré de plus en plus d'écho.

En même temps un autre débat entraine en ligne de compte. Quel rôle devaient jouer les syndicats européens dans le projet européen qui commençait à prendre forme avec la création de la CECA ('52) et de la CEE ('57) ? La plupart des syndicats des pays concernés sou-

naient la CEE - qui avait en effet une origine social-démocrate. Pour eux la question centrale était d'avoir un pied dans la porte dans le processus. En '58 fut créé à cette fin le Secrétariat des Syndicats Européens, puis par la création de la Confédération Européenne des Syndicats Libres en '69. Il est important de remarquer que ces organisations s'adressaient

seulement à des syndicats de la CEE. Avec cela s'arrête le projet syndical international de la CISL, où la recherche commune d'une réponse au capitalisme de plus en plus puissant était centrale.

À nouveau des syndicats, notamment communistes, ont commencé à critiquer "l'Europe des entreprises" et ont appelé

## Stop au G8 – pour une action syndicale à l'échelle mondiale !

**En juin 2007, le G8 se réunit en Allemagne à Heiligendamm, près de Rostock, nous publions ci-dessous un appel international lancé par des syndicalistes allemands qui se mobilisent pour y participer et qui posent les enjeux d'une action commune des travailleurs et leur organisation à l'échelle internationale. A relayer ...**

En tant que syndicalistes de nombreux pays nous participons à la mobilisation d'opposition contre le sommet du G8 en 2007 à Heiligendamm. Mieux que nulle autre institution internationale ces sommets annuels symbolisent la dominance mondiale néolibérale. Ces sommets économiques planétaires servent à la coordination et à la répartition du pouvoir. Ils contribuent ainsi à la stabilisation de l'ordre économique mondial avec toutes ses conséquences de plus en plus désastreuses pour la majorité des gens. Dans ce contexte, une élite minoritaire s'approprie les richesses que des millions de gens produisent. Nous appuyons les protestations contre les stratégies impériales de dominance et les guerres, contre une exploitation prédatrice de la nature et le changement climatique de plus en plus menaçants. Contrairement à ses promesses le capitalisme mondialisé pousse l'humanité vers une crise qui menace son existence. Sans paix et sans réponse à la catastrophe climatique menaçante tout sera réduit à néant.

La mondialisation des marchés du capital et du travail a mis les travailleurs-euses en concurrence les uns contre les autres à l'échelle mondiale. Sans scrupules, les salarié-e-s de différents pays, branches ou sites sont opposés les uns aux autres – dans une course au dumping en matière d'emplois, de conditions du travail, de salaires et de dignité humaine. En tant que syndicalistes nous demandons donc:

Le noyau essentiel des normes en matière de conditions de travail relève des droits humains et elles doivent être imposées en tant que standards minimaux. Dans ce domaine doivent être inscrits le droit à la construction de syndicats et à la conduite de négociations collectives, l'élimination du travail des enfants et du travail forcé et l'interdiction générale des discriminations dans l'activité professionnelle. Les infractions doivent être rendues publiques et lourdement sanctionnées.

Durée du travail maximal: La redistribution du travail est le remède décisif contre un chômage de 200 millions de chômeurs et 1,4 milliards de working poor à travers le monde. Les gains de productivité doivent servir au progrès social grâce aux réductions du temps de travail: la semaine de 30 heures est l'objectif, la semaine de 40 heures doit devenir durée maximale du travail sur le plan mondial.

Le principe d'un salaire minimum qui existe déjà dans quelques

pays, même si c'est de manière insatisfaisante aujourd'hui, doit devenir une règle minimale mondiale. A hauteur de 60% du salaire moyen national respectif ce minimum doit être imposé à l'échelle globale.

Des systèmes de sécurité sociale et de prévoyance doivent être construits ou protégés contre la privatisation et le tout-aux-marchés. La santé, l'éducation, la sécurité publique et les bases naturelles de la vie ne doivent pas être soumis à la marchandisation.

Des droits de protection et de participation au niveau des entreprises doivent être réglés par la loi pour garantir aux travailleurs-euses une protection élémentaire contre l'arbitraire patronal.

Le rapport des forces entre le capital et le travail s'est drastiquement dégradé en faveur du capital dans le cadre de la mondialisation. Les marchés financiers globaux et les entreprises transnationales agissant par-dessus les frontières disposent dans cette situation d'un potentiel gigantesque de pression et de chantage contre les Etats nationaux (en matière notamment de dumping fiscal et environnemental et de dérégulation du marché du travail) et contre les syndicats agissant dans

des cadres étatiques nationaux.

Il faut sortir de cette défensive historique en marquant de près le capital, en surmontant les barrières linguistiques et la méconnaissance mutuelle qui nous divisent, en reconnaissant nos intérêts communs, en travaillant par-dessus les frontières à tous les niveaux syndicaux et en nous rassemblant pour protester et résister, comme lors de la manifestation contre la directive Bolkestein, des grèves internationales des dockers et des marins et comme maintenant en juin 2007 contre le sommet économique mondial à Heiligendamm.

Nous savons que nous nous trouvons seulement au début de ce chemin. Mais nous savons aussi que c'est seulement en surmontant la concurrence entre-nous et avec des syndicats capables d'agir à l'échelle globale que nous pourrions contrer efficacement le Capital agissant de manière globalisée. ■

Signataires: Detlef Baade, conseiller d'entreprise/Représentation Schweb/K-Sbv, Hamburg – Hagen Battran, président de district du GEW, Freiburg – Gerd Buddin, vice président du syndicat de ver.di, district de Berlin – Patrick von Brandt, secrétaire régional de jeunesse de ver.di de la région Niedersachsen-Bremen – Jeanine Geißler, chargée d'éducation de la jeunesse de ver.di, Hannover – Werner Dreibus, représentant de l'IG Metall, Offenbach – Berno Schuckart, représentation des membres, ver.di Hamburg – Sibylle Stamm, présidente de région de ver.di, Baden-Württemberg – Roland Tremper, gérant exécutif de district de ver.di, Berlin, et beaucoup d'autres...

**Contacts: Dirk Spöri, spoeri@gmx.net // Werner Sauerborn, werner.sauerborn@t-online.de**



à la prudence. Ensuite, des syndicats actifs dans des pays qui n'étaient pas concernés par la CEE ont vu d'un mauvais œil comment l'internationalisme syndical manqué de la CISL prenait la forme d'un projet régional séparé basé sur la collaboration inter-étatique. En '60 ils réagirent par la création du Comité Syndical pour la Zone de Libre Échange Européenne qui rassemblait donc les membres de la CISL pour l'Association du Libre Échange Européen. En '69, la même année où l'AFL-CIO quittait la CISL et où le noyau de membres de l'Europe franchissaient encore une étape dans leur projet régional, l'ORE fut dissoute car elle n'avait plus de raison d'être. Les organisations régionales fusionnèrent pour former en '73 l'actuelle Confédération Européenne des Syndicats (CES) dont le projet

Le fait que la CES a été intimement liée au projet européen apparaît aussi dans son financement. 70% de son budget est payé par la Commission Européenne. La CES doit donc vraiment être vue comme un appareil, un rassemblement de technocrates, et pas comme une organisation fédérale ou même confédérale.

### Grand Vide

La récession économique que la gauche et la droite craignaient tant dans les années de l'immédiate après-guerre n'est jamais arrivée. "Grâce à la collaboration entre travail et capital", feront remarquer à torts certains. Le fait est en tout les cas qu'au cours des années '50-'70 l'économie connut un boom, les salaires augmentaient et les partis sociaux-démocrates menaient une politique

soudainement trouvé dans un monde hostile où elle n'avait pas d'allié, et devenait un institut archaïque et gênant.

Parallèlement il s'est produit un certain nombre de changements qui ont sapé la position de la CISL et de ses syndicats membres. La CISL a dû constater qu'avec la globalisation et l'ouverture des marchés il y avait de plus en plus de travailleurs non organisés. Elle était bien la seule centrale syndicale à avoir gagné la lutte (bien qu'elle ait dû attendre jusqu'en novembre dernier pour que la CMT l'admette) mais sa représentativité était sérieusement affaiblie. Un deuxième problème était que le mouvement syndical perdait sa position de force dans la famille social-démocrate. Au niveau national les syndicats devenaient de plus en plus un groupe de pression parmi d'autres. Et au niveau international la CISL devait de plus en plus partager sa position privilégiée avec des ONG actives sur les mêmes thèmes.

Pendant des années la CISL avait concentré son travail sur des thèmes sûrs comme les droits humains, l'égalité entre hommes et femmes et le droit d'organisation - sujets de consensus qui ne nécessitaient pas de discussion idéologique. Mais il devenait de plus en plus évident avec le temps qu'il y avait une tension entre la globalisation économique et les conceptions organisationnelles de la CISL. Organisée autour de syndicats nationaux qui pensent à partir de "leur" intérêt national, la CISL n'a pas réussi à donner des réponses internationales à la pratique de la concurrence internationale. Enfin, l'émergence du mouvement altermondialiste a mis le mouvement syndical international dans un embarras idéologique. Peiner pendant des années dans des antichambres pour obtenir de l'OMC une clause sociale "qui ne porte pas atteinte concurrence" (sic) paraît bien pâle face aux mobilisations de masse "pour un autre monde". Lorsqu'en '96 les normes sociales minimales ont été rejetées, cette fois par les pays développés, la CISL a reconnu qu'elle avait perdu.

Bref, la création de la CIS en novembre dernier a eu lieu dans les circonstances les plus mauvaises possibles; un vide idéologique et pas de victoire à proclamer aussi loin qu'on s'en souviennent. Pour certains, une histoire aussi déprimante ne peut se conclure qu'avec un obligatoire "et à partir de maintenant ça ne peut qu'aller mieux..." ■



idéologique - accompagner la construction de l'UE - n'a pas changé.

Le fait que la CES n'a jamais été membre de la CISL est aussi une expression de ce régionalisme, le souhait de réunir les syndicats européens jouant aussi un (petit) rôle. Cela concernait surtout en pratique les syndicats chrétiens (dont une douzaine adhèrent en '74). La demande d'adhésion des CCOO espagnoles resta dix ans sans réponse et on refusa aussi pendant des années l'adhésion des syndicats communistes portugais et français. La seule à pouvoir être membre était la CGIL italienne après qu'elle eu réduit son adhésion à la FMS au titre de "membre associé". La grande différence avec ses collègues du Sud de l'Europe était que la CGIL était soutenue dans sa demande par les autres syndicats italiens.

"favorable aux ouvriers". Et les syndicats? Ils y ont trouvé leur compte, soutenant le "miracle économique" et ont consacré beaucoup d'énergie à combattre l'"ennemi communiste", surtout dans le monde des anciennes colonies. Le radicalisme ouvrier qui s'est pourtant bel et bien exprimé au cours de ces années la tête partout n'a pas changé le cours des choses. Ici et là des résolutions ronflantes sur l'autogestion furent adoptées en congrès, mais dans la pratique aucun programme économique alternatif ne s'est développé, et les syndicats sont restés fidèles à la social-démocratie.

L'émergence de l'idéologie néolibérale dans les années '80, puis sa victoire absolue dans les années '90 d'une part, et la chute de l'"ennemi communiste" d'autre part firent que la CISL s'est

L'une des grandes tâches actuelles du processus vénézuélien est l'unification des révolutionnaires sous une même bannière. Le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), nom provisoirement donné à la future force politique bolivarienne, suscite actuellement le débat au sein du camp chaviste. L'occasion d'écarter définitivement bureaucrates et opportunistes ?

PAR SÉBASTIEN BRULEZ, DEPUIS CARACAS

# La révolution bolivarienne sur le chemin de l'unification

L'idée mûrissait depuis plusieurs mois déjà, elle est maintenant activée. Dans un premier temps, le " Commandante " avait nommé une " commission promotrice " afin de déterminer la meilleure manière de démarrer la construction du parti uni. A l'heure actuelle, plus de 14 000 jeunes " propulseurs " sillonnent le pays avec la tâche de recenser tout militant désireux s'investir dans cette initiative. Une fois le recensement complété, des délégués seront élus par la base afin de représenter leur circonscription lors du congrès de fondation de l'organisation, prévu dans le courant l'année.

Cependant trois partis alliés membres de la coalition gouvernementale refusent pour l'instant de se dissoudre. Il s'agit de trois des quatre principales forces politiques du pays: Pour une Démocratie Sociale (PODEMOS), Patrie

dirigeants de PODEMOS face à l'initiative de Chávez laisse présager un possible rapprochement de certains d'entre eux avec l'opposition. C'est ce que déclarait récemment Iván Gutiérrez, ex-secrétaire général pour la section de Caracas et qui a quitté PODEMOS avec quelques 300 autres cadres moyens et près de 2 000 militants. " Ils vont se retrouver avec une

coquille vide parce que 80 % du parti, dirigeants et militants, vont suivre l'appel du président " ajoutait-il. Le PPT fait également face à des départs mais dans une moindre mesure.

## La conscience révolutionnaire

Le PCV appelle quant à lui à la création d'un large front anti-impérialiste. Edgar

## Les médias militants de la droite vénézuélienne

"Non à la fermeture de RCTV!" Cette phrase est devenue la litanie de l'opposition antichaviste. Elle est même parvenue jusque chez nous en mars dernier avec la conférence de presse organisée par Marcel Granier. Lors de son passage à Bruxelles, le propriétaire de la chaîne privée Radio Caracas Télévision (RCTV) est en effet venu dénoncer cette "censure" devant les institutions européennes. Reporters Sans Frontières est également monté au créneau pour défendre la " liberté d'expression ". Et pourtant, il s'agit une fois de plus d'une campagne mensongère visant à discréditer une mesure légitime qui (et il est important de le souligner) n'a rien à voir avec une quelconque fermeture.

Les faits sont clairs : la concession de la fréquence accordée par l'Etat vénézuélien à RCTV pour une durée de 20 ans prend fin le 27 mai, elle ne sera pas renouvelée. La chaîne privée ne pourra donc plus émettre en fréquence VHF (1), mais cela n'implique ni expropriation ni interdiction de fonctionnement. Car si la fréquence appartient bien à l'État, les bâtiments, les infrastructures et le matériel appartiennent quant à eux au groupe privé Uno Broadcasting Caracas, actionnaire majoritaire de RCTV. Marcel Granier et ses journalistes pourront donc continuer à s'exprimer librement par le câble ou par satellite. Les médias privés et particulièrement RCTV ont joué un rôle actif lors du coup d'Etat d'avril 2002, incitant à la violence et au renversement du président. Cependant, le gouvernement n'a jamais pris aucune mesure de censure. Et la non rénovation de la concession n'en est pas une. Elle s'inscrit au contraire dans la ligne de la Constitution approuvée par référendum en 1999 et qui proclame la démocratisation des médias.

Aujourd'hui, le gouvernement bolivarien a décidé de socialiser le canal 2, fréquence utilisée par RCTV, qui deviendra libre à partir de ce 28 mai. Le débat mené actuellement au sein de la société vénézuélienne est de savoir quel type de télévision remplacera RCTV. Les propositions avancées jusqu'à maintenant parlent d'une chaîne donnant la priorité et le choix de la programmation aux coopératives et aux producteurs nationaux indépendants. Un média de service public, financé par l'Etat mais non contrôlé par l'Etat. Une fois de plus, les Vénézuéliens cherchent leur propre voix, la voix de toute la communauté, pour que la population crée la télévision dont elle a besoin et non, comme cela a été le cas jusqu'à maintenant, que les médias façonnent la population en fonctions de leurs intérêts financiers. ■

(1) Au Venezuela, selon le ministère des Télécommunications, le secteur privé contrôle 78% des chaînes de télévision VHF et l'État 22%. En UHF, 82% sont privées, 7% publiques et 11% communautaires.



Pour Tous (PPT) et le Parti Communiste du Venezuela (PCV). Les trois formations ont assuré qu'elles continueraient à appuyer le gouvernement tout en se maintenant hors du PSUV. Mais le discours de plus en plus radical des

Lucena, membre du comité central et député à l'Assemblée nationale, affirme que " l'étape actuelle est une étape de libération nationale. Nous devons conquérir notre indépendance totale face à l'impérialisme nord-américain. Tous les acteurs sociaux participeraient à ce large front. Y compris la petite bourgeoisie et les secteurs économiques qui se sentent affectés par la politique hégémonique du gouvernement US et qui, d'une façon ou d'une autre, ont aussi des positions nationalistes. Cette bourgeoisie s'identifierait à ce front anti-impérialiste. Ce qui ne sera pas le cas avec le PSUV. " Discours fort peu ambitieux pour un parti qui se prétend

l'avant-garde révolutionnaire...

Chávez sait que pour approfondir la révolution il a besoin de cet outil que constituera le parti. Une organisation de base capable d'alimenter le " proceso " en idées et en futurs cadres. Et dont la tâche fondamentale sera de créer une véritable conscience révolutionnaire, avec comme corollaire indispensable d'évincer les opportunistes et bureaucrates. Mais ce n'est pas le seul outil dans la création de cette conscience. La nouvelle force politique se dessine parallèlement au lancement du troisième moteur de la révolution, " Morale et Lumières " (1), qu'il décrit de la façon suivante: "Education morale,

économique, politique et sociale. Bien au-delà de l'école, dans les usines, les ateliers, dans les campagnes, etc. Une véritable secousse morale. Nous avons avancé beaucoup mais il nous reste encore énormément de choses à approfondir (...) Nous devons démolir les vieilles valeurs de l'individualisme, du capitalisme, de l'égoïsme et créer de nouvelles valeurs. Cela ne pourra se faire qu'à travers l'éducation. " Au nouveau parti d'agir en digne porteur de cette bannière. ■

(1) Les 5 " moteurs " de la révolution sont: la loi habilitante, la réforme constitutionnelle, morale et lumières, la nouvelle géométrie du pouvoir et l'explosion du pouvoir communal.

**Après six années d'occupation de l'Afghanistan par l'OTAN - sous l'égide de l'ONU - la débâcle est patente. Au cours de l'année 2006, les pertes humaines ont augmenté de manière significative et les troupes de l'OTAN ont perdu au total 46 soldats au cours d'affrontements avec la résistance islamique ou comme conséquence de la destruction de plusieurs hélicoptères.** PAR TARIQ ALI

# Il n'y a pas d'autre solution que le retrait d'Afghanistan

Actuellement, les insurgés contrôlent pas moins de 20 districts dans les provinces de Kandahar, Helmand, Uruzgan, où les troupes de l'OTAN ont été remplacées par des troupes étatsuniennes. Et ce n'est plus un secret que dans ces trois zones, de nombreux fonctionnaires apportent un appui ouvert aux combattants insurgés. La situation y est hors de contrôle. Au début de cette guerre, Bush et Blair sont apparus dans les médias en arguant que l'objectif de la guerre était de " libérer " les femmes afghanes. S'ils oseraient aujourd'hui répéter cela, ces femmes leurs cracheraient au visage.

Qui est responsable de ce désastre? Pourquoi le pays se trouve-t-il encore soumis à l'occupation? Quels sont les plans stratégiques de Washington dans la région? Quel rôle joue l'OTAN? Et combien de temps pourra être soumis un pays à l'encontre de la volonté de la majorité de sa population?

Ni en Afghanistan, ni ailleurs on a versé de grosses larmes après la chute des Taliban. Mais les espérances alimentées par la démagogie occidentale sont immé-

diatement parties en fumée. On a rapidement pu constater avec clarté que la nouvelle élite mise au pouvoir par l'occupant s'est accaparée pour son seul profit de la majeure partie de l'aide internationale et a créé ses propres réseaux criminels de corruption et de clientélisme. La population a été la seule à souffrir. Une maison faite en terre et au toit de paille pour accueillir des réfugiés coûte pas moins de 5.000 dollars. Combien ont-elles été construites? Pratiquement aucune. Et chaque année des centaines d'Afghans sans toit meurent de froid en hiver.

Au lieu de construire des logements, on a désigné des sociétés internationales de relations publiques pour l'organisation de rapides et coûteuses élections, dans le seul but de satisfaire les opinions publiques occidentales. Résultat: l'OTAN et l'ONU ne jouissent d'aucun appui dans le pays. Hamid Karzai, le président fantôme, a fait une démonstration publique de son isolement - et de son instinct de préservation - lorsqu'il a refusé que sa sécurité personnelle soit aux mains de membres de sa propre ethnie pashtoune. Il a préféré et obtenu la sécurité de

"marines" étatsuniens...

Es-ce que l'Afghanistan aurait été un pays plus sûr si on avait appliqué un plan d'intervention limité à une aide financière? Il est évident que la construction d'écoles et d'hôpitaux gratuits, de logements subventionnés pour les pauvres et la reconstruction de l'infrastructure sociale détruite après le retrait des troupes soviétiques en 1989 aurait permis d'obtenir la stabilisation du pays. Mais il aurait également été nécessaire d'appliquer une aide publique massive à l'agriculture et à l'industrie artisanale afin que le pays puisse réduire sa dépendance envers la culture de l'opium. L'Afghanistan produit 90% de l'opium mondial. L'ONU estime que l'héroïne représente 52% du produit intérieur brut de cette nation pauvre et que les terrains agricoles qui se consacrent à la culture de l'opium ne cessent de croître. Toutes ces mesures pour contrer cette dépendance n'auraient pu être appliquées que par un secteur public puissant et dans le cadre d'un ordre mondial différent. Seul un utopiste quelque peu dérangé pouvait penser que les gouvernements membres de l'OTAN - qui s'acharnent à privatiser et à déréguler dans leurs propres pays - se seraient

embarqués dans des expériences sociales progressistes à l'étranger...

La corruption de l'élite au pouvoir à Kaboul n'a quant à elle pas de limites. Les fonds occidentaux destinés à soutenir les projets de reconstruction sont utilisés pour construire de luxueuses résidences en faveur des élites locales. Lors de la seconde année de l'occupation, un immense scandale immobilier avait éclaté. Les ministres du gouvernement ont mené de juteuses tractations immobilières à Kaboul tandis que les prix des terres atteignaient un niveau sans précédent du fait que les occupants et leurs serviteurs vivent avec un niveau de vie occidental. Les collègues de Karzai ont construit leurs demeures sous la protection des troupes de l'OTAN à la vue des pauvres.

A tout cela il faut également ajouter le fait que le frère de Karzai - Ahmad Wali Karzai - est devenu l'un des plus grands narcotrafiquants du pays. Lorsque Karzai a critiqué l'incapacité du Pakistan à freiner la contrebande aux frontières, le général Musharraf n'a pas eu de difficulté à rétorquer que Karzai pouvait peut-être commencer à donner l'exemple en mettant au pas son propre frère.

Tandis que les mesures économiques ne permettent en rien d'obtenir une amélioration, les attaques militaires de l'OTAN visent fréquemment des civils innocents, ce qui a provoqué les violentes protestations anti-US de l'année dernière dans la capitale. Ce qui, initialement, avait été considéré par certains Afghans comme une action politique et militaire nécessaire pour en finir avec Al-Qaëda après les attaques du 11 septembre est aujourd'hui perçu de manière croissante dans tout le pays comme une occupation impérialiste pure et simple. Les Taliban se renforcent et nouent de nouvelles alliances, non pas du fait de la popularité de leurs pratiques religieuses sectaires, mais parce qu'ils sont devenus aux yeux de beaucoup l'unique alternative viable pour la libération nationale. Comme ont pu le constater de manière coûteuse et douloureuse les Britanniques et les Russes au cours des siècles derniers, les Afghans n'ont jamais aimé être occupés.

Il est impossible que l'OTAN puisse gagner cette guerre. Envoyer de nouvelles troupes signifie plus de morts. Et les combats à grandes échelles ne feront que déstabiliser le Pakistan voisin. Musharraf a déjà dû endosser la responsabilité d'une attaque contre une école musul-



mane au Pakistan où des dizaines d'enfants ont trouvé la mort, ce qui a provoqué des manifestations massives des islamistes dans tout le pays. Certains rapports suggèrent que cette attaque "préventive" était pourtant l'œuvre d'avions de guerre US qui avaient comme objectif supposé une base terroriste. Mais le gouvernement pakistanais a estimé préférable d'assumer lui-même la responsabilité de cet acte afin d'éviter l'éclatement de la haine anti-étatsunienne!

La guerre d'Afghanistan a créé une situation critique dans deux provinces pakistanaïses. La majorité Pashtoune en Afghanistan a toujours eu d'étroites connexions avec leurs frères au Pakistan. La frontière actuelle a été dessinée par l'Empire britannique et elle n'a jamais cessé d'être poreuse. En 1973, je l'ai moi-même traversée, habillé en vêtements pashtounes, sans aucune difficulté. Il est pratiquement impossible de construire un mur similaire à celui du Texas ou d'Israël tout au long d'une frontière montagneuse de 2500 Km. La solution est politique et non militaire.

Les objectifs stratégiques de Washington en Afghanistan semblent inexistant, à moins qu'ils aient besoin de ce conflit dans le but de discipliner les alliés européens qui les ont "trahis" en Irak. Il est vrai que les leaders d'Al-Qaëda sont nombreux, mais leur arrestation sera l'œuvre d'un travail policier et non d'une guerre et d'une occupation.

Quelle conséquence idéale aurait un retrait de l'OTAN ? Que l'Iran, le Pakistan et les états d'Asie centrale deviennent des partisans de la constitution d'une entité confédérale capable de respecter la diversité ethnique et religieuse de la

région. L'occupation de l'OTAN ne peut faciliter une telle tâche. Son échec a renforcé les Taliban à tel point que, de manière croissante, les Pashtounes les rejoignent.

En Afghanistan comme en Irak, la leçon est très élémentaire. Pour changer un régime honni, il est beaucoup plus préférable de commencer "à partir d'en bas" dans la société concernée même si cela implique une attente plus longue, comme en Afrique du Sud, en Indonésie ou au Chili. Les occupations militaires détruisent la possibilité d'un changement organique et créent des problèmes beaucoup plus importants que ceux qui existaient avant. L'Afghanistan ne constitue qu'un exemple de plus de ce processus.

L'argument du ministre italien des affaires étrangères, D'Alema, qui a déclaré qu'il s'agissait d'une guerre juste parce qu'elle est légale puisque sanctionnée par le Conseil de sécurité des Nations unies, est un bien pauvre argument. Le Conseil de sécurité est un organe qui n'est pas élu et qui ne répond pas devant l'Assemblée générale de l'ONU. Il est dominé dans une poignée de fer constituée par les cinq nations victorieuses de la Seconde guerre mondiale. Ses décisions ne reflètent pas l'opinion majoritaire des peuples du monde. Es-ce que D'Alema aurait soutenu l'occupation de l'Irak si les Etats-Unis étaient parvenus à imposer leur point de vue au sein du Conseil de sécurité ?

L'unique question qui mérite d'être formulée est la suivante : faut-il envoyer des soldats européens en Afghanistan pour tuer et mourir avec l'unique objectif de préserver l'hégémonie de l'Empire étatsunien ? ■

Les camarades russes de "Vpered" (voir notre dernier numéro de La Gauche) ont posé une série de questions sur l'actualité du marxisme aujourd'hui à notre camarade Daniel Bensaïd, philosophe et dirigeant de la LCR française.

# Daniel Bensaïd: Réponses aux questions des camarades russes de Vpered (1)

## 1. Quels sont les aspects de l'héritage marxiste qui appartiennent au passé, et quels sont ceux qui semblent toujours pertinents aujourd'hui?

Il n'y a pas un héritage, mais plusieurs: un marxisme "orthodoxe" (d'Etat ou de Parti) et des marxismes "hétérodoxes", un marxisme scientiste (ou positiviste) et un marxisme critique (ou dialectique), ou encore ce que le philosophe Ernst Bloch appelait des "courants froids" et des "courants chauds" du marxisme. Il ne s'agit pas de simples différences de lecture et d'interprétation, mais de discours théoriques qui sous-tendent parfois des politiques antagoniques. Comme le répétait souvent Jacques Derrida, l'héritage n'est pas un bien que l'on transmet et que l'on conserve. Il est ce qu'en font les héritiers, et ce qu'ils en feront.

Alors, ce qui est périmé, dans la théorie de Marx ? Je dirais d'abord un certain optimisme sociologique: l'idée que le développement capitaliste entraîne de manière presque mécanique le développement d'une classe ouvrière toujours plus nombreuse et concentrée, toujours mieux organisée, et toujours plus consciente. Un siècle d'expériences a montré l'importance des divisions et des différenciations dans les rangs du prolétariat. L'unité des classes exploitées n'est pas une donnée naturelle, mais un combat et une construction.

Ensuite, je pense qu'il faudrait reprendre une réflexion de fond sur les notions de dictature du prolétariat et de dépérissement de l'Etat. C'est une question compliquée, car les mots n'ont pas aujourd'hui le même sens qu'ils pouvaient avoir sous la plume de Marx. A l'époque, la dictature, dans le vocabulaire des Lumières, s'opposait à la tyrannie; elle évoquait une vénérable institution romaine: un pouvoir d'exception délégué pour un temps limité, et non pas un pouvoir arbitraire illimité. Il est évident qu'après les dictatures militaires et

bureaucratiques du XXe siècle, le mot n'a plus cette innocence. Pour Marx il désignait une grande nouveauté: un pouvoir d'exception pour la première fois majoritaire, dont la Commune de Paris représenta, selon ses propres mots, "la forme enfin trouvée". C'est donc de cette expérience de la Commune (et de toutes les formes de démocratie "d'en-bas") qu'il faudrait parler aujourd'hui. La notion de dictature du prolétariat ne définissait donc par pour Marx un régime institutionnel défini. Elle avait plutôt un sens stratégique, celui de souligner la rupture de continuité entre un ordre social et juridique ancien et un ordre nouveau: "entre deux droits opposés, c'est la force qui tranche", écrivait-il dans *le Capital*.

Enfin, on entend souvent dire que Marx aurait pu être (ou a été) un bon économiste, ou un bon philosophe, mais un piètre politicien. Je crois que c'est faux. Marx est au contraire un penseur de la politique, mais pas comme on l'enseigne dans les "sciences" dites politiques, pas comme une technologie institutionnelle. Il pense plutôt la politique comme événement (les guerres et les révolutions) et comme invention de formes. C'est ce que j'appelle "une politique de l'opprimé": la politique de ceux qui sont exclus de la sphère étatique à laquelle la pensée bourgeoise réduit la politique professionnelle. Si cette autre idée de la politique reste aujourd'hui très importante, il n'en reste pas moins des points aveugles chez Marx, qui peuvent favoriser un court-circuit entre le moment de l'exception (la "dictature du prolétariat") et la perspective d'un rapide dépérissement de l'Etat (et du droit !). Ce court-circuit me paraît présent chez Lénine (notamment dans L'Etat et la Révolution), ce qui n'aide guère à penser la transition sous ses aspects institutionnels et juridiques. Or, toutes les expériences du XXe siècle nous obligent désormais à penser durablement la distinction entre partis, mouvements sociaux, institutions étatiques.

Quant à l'actualité de l'héritage, elle semble évidente: L'actualité de Marx, c'est celle du Capital et de la critique de l'économie politique, celle de la compréhension de la logique intime et impersonnelle du capital comme "social killer". C'est aussi celle de la globalisation marchande. Nous vivons une époque qui lui ressemble beaucoup, avec une nouvelle révolution technologique (internet et l'astronautique, la spéculation et les scandales, la guerre globale, etc). Mais, là où la plupart des journalistes se contentent de décrire la surface des choses, la critique marxienne nous aide à en comprendre la logique, celle de la reproduction élargie et de l'accumulation accélérée du capital. Elle nous aide surtout à aller aux racines de la crise de civilisation: une crise générale de la mesure, une crise de dérèglement du monde, due au fait que la loi de la valeur - qui réduit toute richesse à une accumulation de marchandise et mesure les hommes et les choses au temps de travail abstrait - devient de plus en plus "misérable" (le mot est de Marx dans les Grundrisse). De sorte que la rationalisation partielle du travail et de la technique se traduit par une irrationalité globale croissante. La crise sociale (la productivité génère de l'exclusion et de la pauvreté, et non du temps libre) et la crise écologique (il est impossible de gérer les ressources naturelles à l'échelle de siècles et de millénaires par le biais des "arbitrages" instantanés de la Bourse ou du Nasdaq) en sont l'illustration criante.

Derrière cette crise historique, qui menace l'avenir de la planète et celui de l'humanité en tant qu'espèce, il y a les limites inhérentes aux rapports de propriété capitalistes. Alors que la socialisation du travail est plus importante que jamais, la privatisation du monde (non seulement des industries, mais des services, de l'espace, du vivant, du savoir) devient un frein au développement et à la satisfaction des besoins. ■

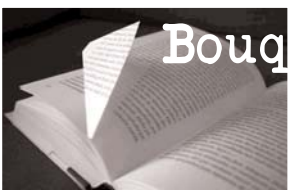


**3 altermondialistes liégeois et 1 preneur de son de la RTBF mis sur écoute en 2001 lors des mobilisations de D14 à Liège contre le sommet de l'UE, attaquent l'Etat belge dans l'objectif d'influencer la jurisprudence sur l'utilisation des procédures d'exceptions, comme les écoutes téléphoniques, les filatures et la surveillance, afin d'exclure leur utilisation contre des militants politiques et syndicaux. En parallèle, ils invitent le Législateur, ministres et députés, à préciser les lois d'exception sur la grande criminalité et le terrorisme afin d'empêcher tout abus nuisible aux Droits et Libertés dans notre pays.**

**A cette fin, une pétition est accessible sur le site <http://www.missurecoute.be> afin de recueillir le maximum de soutiens d'associations et d'individus soucieux de préserver les Lois et Libertés de notre pays.**

**Donnez votre soutien à leur action**

**<http://petitions.agora.eu.org/missurecoute/index.html>**



## Bouquinages

**Les Nouveaux Mots du pouvoir, par Pascal Durand, Edition Aden, 2007, 300 pages, 25 euros.**

"Gouvernance", "employabilité", "adaptation", "réformes", "processus de Bologne", "flexibilité", "dialogue social", "État social actif", "monde de plus en plus complexe", "modèle danois", "tolérance zéro", "égalité des chances", "contrat pour l'école", "populisme", "excellence": ces mots, ces expressions, vous les avez déjà entendus cent fois. Avec tant d'autres du même registre, ils reviennent en boucle, quotidiennement, dans le discours politique et journalistique. Si présents, si fréquents qu'ils passeraient presque inaperçus de ceux qui les formulent comme de ceux qui les reçoivent. D'où viennent-ils ? À quels univers de représentation et d'assignation sont-ils associés ? Que signifient-ils ? Que nous signifient-ils en fait d'attitude politique ou de comportement social ? Opposer à la pensée bête et têtue des nouveaux mots du pouvoir un



effort de connaissance conjuguant ironie et rigueur : tel est l'enjeu du présent abécédaire. Tâche nécessaire à laquelle se sont attachés près de soixante-dix spécialistes venus de différents horizons scientifiques et nationaux, politologues, historiens, sociologues, théoriciens du langage, économistes, écrivains, philosophes. Tous portés par un même souci d'y voir plus clair dans l'opacité des mots dont on nous paie.

Pascal Durand est professeur à la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège. On lui doit déjà, dans le même domaine, Médias et Censure. Figures de l'orthodoxie (Éditions de l'Université de Liège, 2004) et La Censure invisible (Arles, Actes Sud, 2006).

**A partir de mai-juin, un nouveau site pour la LCR Belgique:**

**[www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)**



# Du 21 au 28 juillet 2007 - dans le Midi de la France Un camp avec 500 anticapitalistes!

Environ 500 jeunes de toute l'Europe et d'ailleurs vont participer au XXIIIe camp international des jeunes organisé par la IVe Internationale entre le 21 juillet et le 28 juillet. Mais qu'est-ce qui motive ce curieux phénomène qui se répète chaque année, à différents endroits, depuis plus de vingt ans ?

Avant tout, les jeunes qui participent au camp ont le point commun de se revendiquer anti-capitalistes et internationalistes. Cela va de la vraie militante à fond de balles au gars qui s'intéresse et qui soutient. Pendant une semaine, entre une petite sieste sous un arbre et un godet en compagnie d'un Suédois ou d'une Espagnole, on débat et échange des idées et des analyses à travers des forums, ateliers et formations à propos du féminisme; de l'écologie; des mouvements des précaires, contre la guerre en Irak, sur l'altermondialisme après le G8 de Rostock ou les luttes étudiantes en Grèce ; sur les luttes Lesbienne/Gay/Bi/Trans; sur la solidarité internationale avec le peuple palestinien ou avec la révolution bolivarienne au Venezuela, etc. On parle aussi de la température sociale de nos pays respectifs et des expériences politiquement intéressantes pour mener des actions coordonnées à un niveau international, créer et renforcer des réseaux ou tout simplement puiser des idées à expérimenter, se former ou s'initier au marxisme, etc.

**Tu en as marre du chômage, de la précarité, de la guerre, du sexisme, de l'homophobie, du racisme... ? ... Alors participe au camp International des jeunes!**



Sans trop se prendre la tête quand même, on essaie d'appliquer une sorte de prototype en miniature de la société qu'on souhaite construire. Le camp s'organise sur un mode alternatif, autogestionnaire et démocratique, sur base de principes féministes, égalitaires, écologiques et internationalistes. Concrètement, chacun-e assume selon sa volonté et disponibilité les tâches collectives: nettoyage, gestion des ateliers, des forums des meetings et du bar, distribution des repas, ... Le programme du camp est élaboré collectivement plusieurs mois à l'avance par des représentant/es des différentes organisations européennes. Et, sur place, de nouveaux sujets proposés par les participant/es peuvent toujours s'y intégrer.

Et puis, le camp international des jeunes de la IVe est traditionnellement imbibé d'une ambiance festive et alternative manifeste qui n'est pas là pour déplaire: concerts, fêtes, basculement des conventions traditionnelles... Bref, on y retrouve tous les ingrédients d'une expérience forte et inoubliable, qui regonfle à bloc pour se lancer ou continuer à bouger dans les luttes sociales et politiques pour un changement de société.

En Belgique, la mobilisation pour le camp est organisée par la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et s'adresse à tout/e jeune intéressé/e par l'expérience. Nous partirons en car à partir de Bruxelles. Il n'est pas du tout obligatoire d'être membre de la LCR ou de vouloir le devenir (même si ce serait sympa !) pour participer au camp. Le prix pour le séjour (nourriture comprise) et le transport en bus est de 275 euros pas cher au total. Mais pour ceux/celles qui ont des moyens limités, il est toujours possible de s'arranger. Pour bronzer malin cet été, n'hésitez plus, participez au camp international des jeunes anticapitalistes ! ■

Pour vous inscrire, recevoir le programme complet ou pour toute info complémentaire : [camp@sap-pos.org](mailto:camp@sap-pos.org) // [www.sap-pos.org](http://www.sap-pos.org)

## sommaire

|  |    |
|--|----|
| ■ <b>ALTERNATIVES</b>                    |    |
| ■ Pour un nouveau protectionnisme        | 2  |
| ■ <b>EDITO</b>                           |    |
| ■  | 3  |
| ■ <b>ECO-LOGIQUE</b>                     |    |
| ■ Energie, climat et anticapitalisme     | 4  |
| ■ Appel: Climat et justice sociale       | 6  |
| ■ <b>PLANETE SANS VISA</b>               |    |
| ■ Sans papiers: la lutte doit continuer  | 8  |
| ■ L'UE renforce ses frontières           | 10 |
| ■ <b>SOCIAL</b>                          |    |
| ■ Après VW-Forest, Opel-Anvers           | 11 |
| ■ Vers une régionalisation de la Sécu?   | 12 |
| ■ <b>JUSTICE DE CLASSE</b>               |    |
| ■ Bahar: jugement annulé!                | 12 |
| ■ <b>INTERNATIONAL</b>                   |    |
| ■ France: premières analyses du 1er tour | 14 |
| ■ Déclaration d'Olivier Besancenot       | 16 |
| ■ Etat Espagnol: montée franquiste       | 17 |
| ■ UE: tout pour la libre-entreprise      | 18 |
| ■ Philippines: marxistes à Minadano      | 20 |
| ■ Pologne: les brigadistes persécutés    | 23 |
| ■ Syndicats et guerre froide             | 24 |
| ■ Stop G8: action syndicale              | 25 |
| ■ Venezuela: unification                 | 27 |
| ■ Afghanistan: retrait des troupes!      | 28 |
| ■ <b>MARXISME</b>                        |    |
| ■ Réponses de Bensaïd à Vperied          | 30 |
| <b>ARRÊT SUR IMAGE</b>                   | 31 |
| <b>BOUQUINAGES</b>                       | 31 |



**[www.sap-pos.org](http://www.sap-pos.org) (et bientôt: [www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be))**

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, ex-POS) et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de cette dernière.

■ **... et des SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.